Gazzetta Ufficiale

DEL REGNO D'ITALIA

ANNO 1894 — ROMA — Lunedì 2 Aprile — NUMERO 78

SOMMARIO

PARTE UFFICIALE

PARTE NON UFFICIALE

PARTE UFFICIALE

LEGGI E DECRETI

ERRATA-CORRIGE

Al n. 2 dell'art. 1 del R. decreto 28 marzo 1894 n. 112, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* del 31 marzo 1894, in luogo delle parole: *per sdaziamenti non inferiori a 200 lire;* devesi leggere: *per sdaziamenti non superiori a 200 lire.*

Il numero **114** *della Raccolta Ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno, contiene la seguente legge:*

UMBERTO I.

per grazia di Dio e per volontà della Nazione

RE D'ITALIA

Il Senato e la Camera dei Deputati hanno approvato;

Noi abbiamo sanzionato e promulghiamo quanto segue:

Articolo unico.

Il Governo del Re è autorizzato a dare piena ed intera esecuzione all'accordo monetario, sottoscritto a Parigi il 15 novembre 1893, le cui ratifiche vennero ivi scambiate il 25 marzo 1894.

Ordiniamo che la presente, munita del sigillo dello Stato, sia inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, 29 marzo 1894.

UMBERTO.

A. BLANC

Visto, *Il Guardasigilli:* V. CALENDA DI TAVANI.

ARRANGEMENT

Le gouvernement italien, pour obvier à l'émigration persistante des monnaies divisionnaires italiennes, ayant demandé la revision partielle et temporaire de la convention du 6 novembre 1885 et les gouvernements belge, français, grec et suisse ayant cru pouvoir accepter le principe de cette revision,

Sa Majesté le Roi d'Italie, Sa Majesté le Roi des Belges, le Président de la République française, Sa Majesté le Roi des Hellènes et le Conseil fédéral suisse ont résolu de conclure à cet effet un arrangement spécial et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir:

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE:

M. le baron François de Renzis di Montanaro, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Sa Majesté le Roi d'Italie près Sa Majesté le Roi des Belges; et

M. le commandeur Dominique Zeppa, député au Parlement italien;

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES:

M. Montefiore Levi, senateur;

M. Alphonse Allard, directeur honoraire de la fabrication des monnaies;

M. A. Sainctelette, commissaire des monnaies;

M. le baron Eugène Beyens, conseiller de la légation de Belgique à Paris;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE:

M. Roy, président de chambre à la Cour des comptes;

M. Léon Brédif, directeur du mouvement général des fonds au ministère des finances;

M. Alfred de Foville, directeur de l'administration des monnaies et médailles;

SA MAJESTÉ LE ROI DES HELLÈNES:

M. Constantin A. Criésis, chargé d'affaires de Grèce à Paris;

ET LE CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE:

M. Charles-Edouard Lardy, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la Confédération suisse près le gouvernement de la République française; et

M. Conrad Cramer Frey, membre du Conseil national suisse;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Art. 1er.

Les gouvernements belge, français, grec et suisse s'engagent à retirer de la circulation les pièces d'argent italiennes de 2 francs, 1 franc, 50 centimes et 20 centimes et à les remettre au gouvernement italien, qui, de son côté, s'engage à les reprendre et à en rembourser la valeur dans les conditions fixées par les articles suivants.

Art. 2.

Quatre mois après l'échange des ratifications du présent arrangement, les caisses publiques de la Bélgique, de la France, de la Grèce et de la Suisse, par dérogation à l'art. 6 de la convention du 6 novembre 1885, cesseront de recevoir les monnaies divisionnaires d'argent italiennes.

Art. 3.

Le délais fixé par l'article précédent sera augmenté d'un mois pour les monnaies divisionnaires italiennes provenant de l'Algérie et des colonies françaises.

Art. 4.

Les monnaies divisionnaires italiennes retirées de la circulation seront mises à la disposition du gouvernement italien par sommes, d'au moins cinq cent mille francs (500,000 francs) et portées par chacun des autres Etats à un compte courant productif d'intérêt. Cet intérêt sera de deux et demi pour cent (2 1\2 p. 0\0) à partir du jour où l'avis aura été adressé au gouvernement italien que les pièces sont immobilisées à son profit. Il sera porté à trois et demi pour cent (3 1\2 p. 0\0) à partir du dixième jour qui suivra l'envoi des espèces jusqu'à la date du payement effectif ou de l'encaissement des couvertures fournies par l'Italie.

Le payement, dans tous les cas, ne pourra être retardé au delà de trois mois à dater de l'expédition.

Chaque remboursement comprendra moitié au moins de monnaies d'or de 10 francs et au-dessus frappées dans les conditions de la convention du 6 novembre 1885. Le surplus sera payé en traites sur les pays créditeurs: l'échéance de ces traites n'excédera pas le délai fixé par le paragraphe précédent.

Art. 5.

La transmission des monnaies divisionnaires et celle des couvertures s'opérera directement entre chacun des gouvernements de l'Union et le gouvernement italien. Chacun des envois demandés par le gouvernement italien pourra atteindre le chiffre de dix milions de francs (10,000,000 de francs). Le gouvernement français recevra seul les demandes d'envois faites par le gouvernement italien, et il sera en outre, de même que le gouvernement italien, informé par les autres gouvernements de l'importance des retraits opérés par chacun d'eux. Il sera chargé, dès qu'une demande lui aura été adressée par l'Italie, d'en répartir le montant entre les autres Etats au prorata des immobilisations accusées par chacun d'eux.

Trois mois après l'expiration des délais prévus aux articles 2 et 3, le gouvernement français fera connaitre au gouvernement italien le montant total des monnaies divisionnaires italiennes qui auront été retirées de la circulation dans chacun des Etats de l'Union et dans les colonies françaises.

Art. 6.

Le gouvernement italien s'engage à prendre livraison et à opérer le remboursement d'un minimum de quarante-cinq millions de francs (45,000,000 francs) de ses monnaies divisionnaires pendant les quatre premiers mois qui suivront l'échange des ratifications et d'un minimum de trente-cinq millons (35,000,000 francs) pendant chacune des périodes trimestrielles qui suivront, et ce, jusqu'à complet épuisement des quantités dont le montant aura été notifié aux termes de l'article précédent.

Aussitôt après le remboursement d'un envoi fait en conformité de la demande du gouvernement italien, ce gouvernement pourra réclamer une nouvelle livraison.

Art. 7.

Lorsque le gouvernement italien aura repris et remboursé aux autres Etats la totalité des monnaies divisionnaires dont le retrait lui aura été notifié, il cessera, par dérogation à l'article 7 de la convention du 6 novembre 1885, d'être tenu de reprendre des caisses publiques des autres Etats les monnaies divisionnaires d'argent qu'il a émises.

Art. 8.

Eu égard aux exigences spéciales de la circulation monétaire de la Suisse, le gouvernement fédéral pourra, dans les quatre premiers mois qui suivront l'échange des ratifications du présent arrangement, remettre au gouvernement italien, dans les conditions fixées par l'article 4, une somme de quinze millions de francs (15,000,000 francs) de monnaies divisionnaires imputable sur le minimum de quarante-cinq-millions de francs prévu à l'article 6.

Néanmoins le gouvernement fédéral suisse participera aux répartitions effectuées en exécution de l'article 5, dans la proportion des retraits qu'il aurait opérés en sus des sommes remises en vertu du paragraphe précédent.

Art. 9.

Le gouvernement italien désignera celles de ses trésoreries sur lesquelles les expéditions de monnaies divisionnaires seront faites. Tous les frais de transport et autres résultant du présent arrangement seront à sa charge et portés au débit de son compte courant avec chacun des autres Etats. Le règlement de ce compte aura lieu le 1er juillet et le 1er janvier.

Art. 10.

Par application des articles 4 et 7 de la convention du 6 novembre 1885, le gouvernement italien ne pourra refuser les monnaies dont le poids aura été réduit par le frai.

Art. 11.

Les contingents auxquels les conventions antérieures ont limité, pour les cinq Etats, la frappe des monnaies divisionnaires d'argent sont expressément maintenus.

Art. 12.

Le gouvernement italien, pour obvier à l'émigration de ses monnaies divisionnaires d'argent, ayant cru pouvoir recourir, à titre mesure exceptionnelle et temporaire, à l'émission de *bons de caisse* d'une valeur inférieure à 5 francs, il est et demeure entendu, qu'eu égard à la stipulation de l'article précédent, cette émission doit avoir pour contre-partie et pour gage l'immobilisation, dans les caisses du trésor italien, d'une somme égale en monnaies divisionnaires italiennes d'argent. Le montant des monnaies divisionnaires ainsi constituées en dépôt de garantie sera toujours égal au montant des *bons de caisse* en cours.

Art. 13.

Les prescriptions de l'article 11 de la convention du 6 novembre 1885 sont applicables aux émissions de *bons de caisse* et aux dépôts de monnaies divisionnaires destinés à servir de gage à ces émissions.

Art. 14.

Lorsque les caisses publiques de la Belgique, de la France, de la Grèce et de la Suisse n'auront plus à accepter les monnaies divisionnaires italiennes, chacun de ces quatre Etats aura la faculté d'en prohiber l'impartation.

Art. 15.

A partir de la promulgation du présent arrangement, le gouvernement italien pourra prohiber la sortie de ses monnaies divisionnaires.

Art. 16.

Les articles 6 et 7 de la convention du 6 novembre 1885 restent applicables aux monnaies divisonnaires d'argent émises par la Belgique, la France, la Grèce et la Suisse.

Chacun de ces quatre Etats aura toutefois le droit d'obtenir, dans les conditions du présent arrangement, le retrait et la remise de

celles de ses monnaies divisionnaires d'argent qui se trouveraient en Italie.

Art. 17.

Le gouvernement italien se réserve de demander, ultérieurement, que les dispositions des articles 6 et 7 de la convention du 6 novembre 1885 redeviennent applicables aux monnaies divisionaires italiennes. Mais il ne pourrait en être ainsi que du consentement unanime des quatre autres Etats.

Art. 18.

Au cas où, la convention du 6 novembre 1885 ayant été denoncée, il serait procédé à la liquidation de l'Union, l'article 15 du présent arrangement resterait seul applicable et l'obligation imposée à chaque Etat, par l'article 7 de la convention précitée, de reprendre pendant une année ses monnaies divisionaires d'argent, serait remise en vigueur.

Art. 19.

Le présent arrangement sera ratifié; les ratifications en seront échangées à Paris, le plus tôt que faire se pourra, et, au plus tard, le 30 janvier 1894.

En foi de de quoi, les plénipotentiaires ont signé le présent arrangement qu'ils ont revêtu de leurs cachets.

Fait à Paris en cinq exemplaires, le 15 novembre 1893.

Pour l'Italie:
(*L. S.*) F. DE RENZIS.
(*L. S.*) DOMENICO ZEPPA.
Pour la Belgique:
(*L. S.*) MONTEFIORE LEVI.
(*L. S.*) A. ALLARD.
(*L. S.*) A. SAINCTELETTE.
(*L. S.*) Baron EUG. BEYENS.
Pour la France:
(*L. S.*) ROY.
(*L. S.*) LÉON BRÉDIF.
(*L. S.* A. DE FOVILLE.
Pour la Grèce:
(*L. S.*) C. A. CRIÉSIS.
Pour la Suisse:
(*L. S.*) LARDY.
(*L. S.*) C. CRAMER FREY.

Il Numero **109** *della Raccolta Ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno, contiene il seguente decreto:*

UMBERTO I.

per grazia di Dio e per volontà della Nazione
RE D'ITALIA

Viste le domande dei comuni di Piombino Dese e di Villa del Conte, per la soppressione del posto di notaro che a ciascuno di essi è assegnato dalla tabella del numero e della residenza dei notari, approvata con Nostro decreto 11 giugno 1882 n. 810 (serie 3ª);

Viste le deliberazioni favorevoli dei Consigli notarile e provinciale di Padova;

Ritenuto esser dimostrata la opportunità della soppressione dei suddetti due posti di notaro;

Visto l'art. 4 della legge notarile 25 maggio 1879 numero 4900 (serie 2ª);

Sulla proposta del Nostro Guardasigilli, Ministro Segretario di Stato per gli affari di Grazia e Giustizia e dei Culti;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Articolo unico.

I posti di notaro assegnati ai comuni di Piombino Dese e di Villa del Conte, nel distretto notarile di Padova, sono soppressi.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 1° marzo 1894.

UMBERTO.

CALENDA.

Visto, *Il Guardasigilli*: V. CALENDA DI TAVANI.

Il Numero **CXXXIII** *(Parte supplementare) della Raccolta Ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno, contiene il seguente decreto:*

UMBERTO I.

per grazia di Dio e per volontà della Nazione
RE D'ITALIA

Viste le deliberazioni della Congregazione di carità e del Consiglio comunale di Soriso (Novara), relative al concentramento del legato Fornara per la distribuzione di quattro rubbi di sale ai poveri e dell'istituto Mazzola per la concessione di medicinali ai poveri infermi del comune, non che dell'istituzione Mongini, avente scopo dotale;

Visto il voto della Giunta provinciale amministrativa di Novara;

Vista la legge 17 luglio 1870 n. 6972;

Udito il parere del Consiglio di Stato;

Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per gli affari dell'Interno, Presidente del Consiglio dei Ministri;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Il mentovato legato Fornara è eretto in ente morale e concentrato nella Congregazione di carità di Soriso, e nella medesima sono pure concentrati i predetti istituti Mazzola e Mongini.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 11 marzo 1894.

UMBERTO.

CRISPI.

Visto, *Il Guardasigilli:* V. CALENDA DI TAVANI.

Il N. **CXXXIV** *(Parte supplementare) della Raccolta Ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno, contiene il seguente decreto:*

UMBERTO I.

per grazia di Dio e per volontà della Nazione
RE D'ITALIA

Vedute le deliberazioni della Congregazione di carità e del Consiglio comunale di Civitavecchia (Roma), relative al concentramento nella Congregazione stessa del Monte di pietà, amministrato da una Commissione speciale com-

posta del sindaco, dell'assessore per le finanze e di un depositario;

Veduto il parere della Giunta provinciale amministrativa;

Veduta la legge 17 luglio 1890 n. 6972;

Udito il parere del Consiglio di Stato;

Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per gli affari dell'Interno, Presidente del Consiglio dei Ministri;

Abbiamo decretato e decretiamo;

L'Amministrazione del Monte di pietà di Civitavecchia è concentrata in quella Congregazione di carità.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 11 marzo 1894.

UMBERTO.

CRISPI.

Visto, *Il Guardasigilli:* V. CALENDA DI TAVANI.

Relazione *di S. E. il Ministro dell'Interno a* **S. M. il Re,** *in udienza del 4 marzo 1894, riguardante lo scioglimento del Consiglio comunale di Niscemi (Caltanissetta).*

SIRE,

Le condizioni nelle quali versa la Amministrazione comunale di Niscemi sono affatto anormali. Da una inchiesta disposta dal Prefetto di Caltanissetta e dalla ispezione fatta da un funzionario superiore del Ministero, è risultato che ogni servizio pubblico è colà abbandonato, che l'attività spiegata dall'attuale maggioranza è stata inspirata a criteri partigiani e che grave è la situazione finanziaria del comune, alla quale nessuno degli amministratori ha animo di apportare un rimedio.

In tale stato di cose si rivela indispensabile ed urgente lo scioglimento di quel Consiglio comunale, e però con l'annesso schema di decreto mi onoro farne proposta a V. M.

Il Ministro
CRISPI.

UMBERTO I.

per grazia di Dio e per volontà della Nazione

RE D'ITALIA

Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per gli affari dell'Interno, Presidente del Consiglio dei Ministri;

Visti gli articoli 268 e 269 del testo unico della legge comunale e provinciale, approvato col R. decreto 10 febbraio 1889 n. 5921 (serie 3ª);

Abbiamo decretato e decretiamo:

Art. 1.

Il Consiglio comunale di Niscemi, in provincia di Caltanisetta, è sciolto.

Art. 2.

Il signor Gioacchino Chiarchiaro è nominato commissario straordinario per l'Amministrazione provvisoria di detto comune, fino all'insediamento del nuovo Consiglio comunale ai termini di legge.

Il Nostro Ministro predetto è incaricato dell'esecuzione del presente decreto.

Dato a Roma, addì 4 marzo 1894.

UMBERTO.

CRISPI.

Relazione *di S. E. il Ministro dell'Interno a* **S. M. il Re,** *nell'udienza del 15 marzo 1894 per lo scioglimento del Consiglio comunale di Cremona.*

SIRE,

Nell'udienza del 18 novembre u. s. aveva l'onore di proporre alla M. V. lo scioglimento del Consiglio comunale di Cremona.

In conformità alla legge, il Regio commissario convocava gli elettori nel giorno 18 febbraio 1894 per procedere alle elezioni e queste seguivano regolarmente. Senonchè dei quaranta nuovi consiglieri eletti solo sette accettavano il mandato, avendo gli altri trentatre presentate le loro dimissioni. Date queste condizioni di cose, essendo l'Amministrazione comunale di Cremona nella impossibilità di funzionare, non rimane che di procederne ad un nuovo scioglimento.

Provvede a ciò l'unito schema di decreto, che mi onoro sottoporre alla Vostra Augusta firma.

Il Ministro
CRISPI.

UMBERTO I.

per grazia di Dio e per volontà della Nazione

RE D'ITALIA

Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato, per gli affari dell'Interno, Presidente del Consiglio dei Ministri;

Visti gli articoli 268 e 269 del testo unico della legge comunale e provinciale, approvato col R. decreto 10 febbraio 1889 n. 5921 (serie 3ª);

Abbiamo decretato e decretiamo:

Art. 1.

Il Consiglio comunale di Cremona, è sciolto.

Art. 2.

Il sig. Bolza dott. cav. Ferdinando è nominato Commissario straordinario per l'amministrazione provvisoria di detto comune, fino all'insediamento del nuovo Consiglio comunale a termini di legge.

Il Nostro Ministro predetto è incaricato della esecuzione del presente decreto.

Dato a Roma, addì 15 marzo 1894.

UMBERTO.

CRISPI.

MINISTERO DEGLI AFFARI ESTERI

R. CONSOLATO GENERALE D'ITALIA IN NIZZA (*FRANCIA*)

ANNO 1893 — 3° TRIMESTRE

ELENCO dei deceduti nel distretto consolare di Nizza durante il 3° trimestre 1893

1. Cirimele Pietro Antonio, d'anni 29, straccivendolo, nato a Verbicaro, morto il 1° luglio a rue du Pertus 11.
2. Olocco Cristoforo, d'anni 47, giornaliere, nato a Cervere, morto il 1° luglio all'Ospedale civile.
3. Lana Vincenzo, d'anni 62, lattoniere, nato a Cimamulera, morto il 1° luglio a rue Massonat 4.

4. Lanteri Maddalena, d'anni 56, erbivendola, nata a Briga Mare, morta il 1° luglio all'Ospizio dell'Assunta.
5. Bernardi Antonio, d'anni 41, nato a Dronero, morto il 2 luglio all'Ospedale civile.
6. Cauda Marco, d'anni 62, negoziante ambulante, nato a Villanova d'Asti, morto il 2 luglio all'Ospedale civile.
7. Genovese Domenico, d'anni 45, portinaio, nato a Sanfront, morto il 2 luglio a Quai des 2 Emmanuels 11.
8. Soppelsa Ida Teresa, d'anni 4, nata a Vezzano Ligure, morta il 2 luglio a rue du Château 5.
9. Mardea Giuseppina, d'anni 55, donna di casa, nata a Rocchetta Belbo, morta il 3 luglio all'Ospedale civile.
10. Bonetto Claudio, d'anni 26, domestico, nato a Sampeyre, morto il 4 luglio a Boulevard Pont Vienne 8.
11. Colombo Giovanni, d'anni 40, contadino, nato a Ormea, morto il 4 luglio nel Quartiere Santa Margherita.
12. Bianchi Gerolamo, d'anni 72, possidente, nato a Genova, morto il 4 luglio rue Herold, villa Bianchi.
13. Arietta Domenico, d'anni 4 1|2, nato a Scalea, morto il 4 luglio a Route de Turin 34.
14. Garnerone Chiaffredo, d'anni 1 1|2, nato a Pradleves, morto il 5 luglio a Quai de l'Abattoir Maison Badino.
15. Ferrero Pietro, d'anni 49, carrettiere, nato a Rifredo, morto il 5 luglio a rue Emmanuel Philibert 9 *bis*.
16. Reviglio Luigi, d'anni 80, passamantiere, nato a Torino, morto il 7 luglio a Route de Levens 14.
17. Giudici Cherubino, d'anni 54, marmista, nato a Vizzini, morto il 7 luglio a rue Segurane 28.
18. Argenta Bernardino, d'anni 39, macellaio, nato a Chiusa Pesio, morto l'8 luglio a rue Santa Reparata 2.
19. Morena Maria, d'anni 33, sarta, nata a Limone Piemonte, morta l'8 luglio all'Ospedale civile.
20. Ferrero Giuseppe, d'anni 39, carbonaio, nato a Revello, morto l'8 luglio all'Ospedale civile.
21. Colombo Andrea, d'anni 80, contadino, nato in Ormea, morto il 9 luglio al Quartiere Santa Margherita.
22. Clement Clementina, d'anni 62, giornaliera, nata in Alessandria, morta l'11 luglio all'Ospedale civile.
23. Guidi Margherita, d'anni 70, nata a Tenda, morta il 10 luglio a rue Colonna d'Istria.
24. Rosselli Luigi, d'anni 51, muratore, nato a Corradano, morto il 9 luglio a rue Rey 7.
25. Boletto Teresa, d'anni 33, donna di casa, nata a Pinerolo, morta il 10 luglio al quartiere Carras
26. Bernardi Giacomo, d'anni 60, carrettiere, nato a Dronero, morto l'11 luglio a Route de Turin 36.
27. Busato Gio. Batta, d'anni 7, nato a Verona, morto l'11 luglio a Route de Turin 4.
28. Risso Benedetto, d'anni 66, pittore, nato in Asti, morto il 12 luglio all'Ospedale civile.
29. Torto Caterina Maria, d'anni 62, nata a Trinità Mondovì, morta il 12 luglio a Rampe, Ospizio Provvidenza 1.
30. Balducchi Iside, d'anni 5, nato a Moglia, morto il 13 luglio a rue Arsan, Maison Brés.
31. Bergia Carlo, d'anni 38, calzolaio, nato a Bernezzo, morto il 14 luglio a rue Pastorelli 42.
32. Zunino Margherita, d'anni 67, lavandaia, nata a Balestrino (Genova), morta il 14 luglio a boulevard Carnot.
33. Molle Ferdinanda, d'anni 36, cucitrice, nata a Balestrino (Genova), morta il 14 luglio a rue Segurane 16 bis.
34. Peirone Caterina, d'anni 86, donna di casa, nata a Limone Piemonte, morta il 14 al boulevard Imperatrice de Russie 4.
35. Panigo Angela, d'anni 37, donna di casa, nata a Savona, morta il 15 luglio all'Ospedale civile.
36. Avalis Giovanni Arnulfo, d'anni 76, nato a Cavour, morto il 15 luglio a rue Sapacini 4.
37. Grosso Anna Maria, d'anni 52, cucitrice, nata a Saluzzo, morta il 16 luglio a rue Defley 7.
38. Cane Antonietta, d'anni 15, domestica, nata a Bene Vagienna, morta il 16 luglio all'Ospedale civile.
39. Cosentino Giuseppe, d'anni 56, giornaliere, nato a S. Domenica Talao, morto il 17 luglio a ruelle St. François 13.
40. Scarzello Carlo, detto Boccanera, d'anni 62, stracciveudolo, nato a Bra, morto l'11 luglio a avenue St. Lambert, m. Boltan.
41. Olivier Anna, d'anni 68, donna di casa, nata a Villar San Costanzo, morta l'11 luglio al boulevard Risso 36.
42. Cane Gio. Battisa, d'anni 40, giornaliere, nato a La Morra, morto il 12 luglio a rue des Serrurers 12.
43. Minchella Damiano, d'anni 43, ferravecchio, nato a San Biagio Saracinesco, morto il 12 luglio al boulevard Risso prolongé 34.
44. Maranca Zefirino, d'anni 29, calzolaio, nato a Livorno, morto il 13 luglio a corso Saleya 1.
45. Massaferro Giovanni, d'anni 44, commerciante, nato a Finalmarina, morto il 18 luglio a rue Foderè 10.
46. Cravero Margherita, d'anni 35, erbivendola, nata a Verzuolo, morta il 18 luglio a rue des Serruriers 18.
47. Parola Lorenzina, d'anni 9 1|2, nata a Caraglio, morta il 18 luglio a Quartier Barrimasson m. Costa.
48. Carignano Cristina, d'anni 28, commerciante, nata a Manta, morta il 18 luglio a rue Lepanto 11.
49. Lanteri Pietro, d'anni 7, nato a Triora, morto il 19 luglio a Villafranca 19.
50. Biancheri Caterina, d'anni 50, giornaliera, nata a Airole, morta il 20 luglio.
51. Molinengo Giovanni, d'anni 62, giornaliere, nato a Caraglio, morto il 20 luglio all'Ospedale civile.
52. Savan-Roux Antonio, d'anni 55, giornaliere, morto il 20 luglio place d'Armes 38.
53. Demartini Teresa Giuseppina, d'anni 3 e mesi 4, nata a Mondovì-Breo, morta il 22 luglio a rue de la Loge 12.
54. Arieta Filomena, d'anni 33, giornaliera, nata a Orsomarso, morta il 23 luglio a rue Carret 18.
55. Ellena Antonio, lattivendolo, nato a Chiusa Pesio, morto il 21 luglio nel quartier S. Etienne, rue Gregoir, maison Graglio.
56. Tosello Maddalena, d'anni 23, giornaliera, nata a Limone Piem., morta il 23 luglio all'Ospedale civile.
57. Testa Margherita, d'anni 37, giornaliera, nata a Nora, morta il 23 luglio a rue Droite 20.
58. Gillardo Maria, di 18 mesi, nata a Pareto, morta il 24 luglio al quai de l'Abbatoir 24.
59. Ravelli Domenico, d'anni 4 1|2, nato a Castellaro, morto il 24 luglio a rue Hancy 19.
60. Novelli Rosa, d'anni 25, stiratrice, nata a Bubbio, morta 25 luglio a route de Levens 10.
61. Tosello Maria, d'anni 45, domestica, nata a Limone Piem., morta il 25 luglio all'Ospedale civile.
62. Guido Candido, d'anni 34, falegname, nato a Ceva, morto il 25 luglio all'Ospedale civile.
63. Levrotto Giovanni, d'anni 5, nato a Fossano, morto il 26 luglio nel quartier Longchamp.
64. Delfino Dalmazzo, d'anni 63, commerciante, nato a Bernezzo, morto il 27 luglio a rue de Choeu 5.
65. Giorchallini (o Giorsallini) Vincenzo, d'anni 48, giornaliere, nato a Piacenza, morto il 28 luglio nel quartier Carras M. Blanc.
66. Pesce Maria, d'anni 66, donna di casa, nata a Sassello, morta il 29 luglio a rue Legnano 28.
67. Aspianato Giovanna, d'anni 2, nata a Castel Vittorio, morta il 29 luglio a rue Lepanto 38.
68. Ferrero Filomena, d'anni 53, donna di casa, nata a Piozzo, morta il 30 luglio nel quartier S.t Barthélémy.
69. Giovenale Lorenzo Luigi, d'anni 42, pristinajo, nato a Venafra morto il 30 luglio a rue Droite 26.

70. Pessone Giovanni, d'anni 79, giornaliero, nato a Borgo S. Dalmazzo, morto il 30 luglio a rue de la Paix 39.
71. Ghirardo Eugenia, d'anni 46, nata a Borgofranco d'Ivrea, morta il 31 luglio nell'avenue Malansena 15.
72. Pellegrini Petronilla, d'anni 31, donna di casa, nata a Cuneo, morto il 31 luglio nel quartier S.t Barthélémy.
73. Garino Francesco, d'anni 13, nato a Bernezzo, morto il 1° agosto a rue Bavastro 13.
74. Bini Clara, d'anni 11 e mesi 3, nata a Firenze, morto il 2 agosto, a rue Emanuel Filibert 9 bis.
75. Pavarini Caterina, d'anni 27, donna di casa, nata a Piasco, morta il 3 agosto a rue Villefranche 51.
76. Carmignani Romolo, d'anni 4, nato a Porto Longone, morto il 7 agosto a rue Villefranche 41.
77. Gastand Pietro, d'anni 46, negoziante, nato a Briga Marittima, morto l'8 agosto a rue Pont Viene 1,
78. Ceccotto Teresa, d'anni 55, nata a Vigone, morta il 9 agosto a rue Pertroliére 29.
79. Rodi Carolina, d'anni 18, sarta, nata a Novellara, morta il 10 agosto all'Ospedale civile
80. Lironi Adele, d'anni 20, sarta, nata a Moltrasio, morta il 14 agosto nel quartier Arbre inférieur.
81. Bianchimano Domenico, d'anni 45, straccivendolo, nato a S. Domenico Eacino, morto il 17 agosto a rue Miollis.
82. Giacconi Pietro, d'anni 80. giornaliere, nato a Envie, morto il 17 agosto all'Ospedale civile.
83. Bianchi Caterina, d'anni 20, donna di casa, nata a Triora, morta il 17 agosto all'Ospedale civile.
84. Burone Maddalena, d'anni 23, domestica, nata a Castellino Tanaro, morta il 17 agosto a boul. Imperatrice di Russia 55.
85. Corregia Battista, d'anni 43, terrazziere, nato a Priocca, morto il 19 agosto a rue Michel Ange prop. Alziary.
86. Bocca Luigi Antonio, d'anni 2 1|2, nato a Torino, morto il 19 agosto nel quartier S. Pons.
87. Dalmasso Lorenzo, d'anni 43, muratore, nato a Limone, morto il 19 agosto a rue du Paillon 34.
88. Vay Paolina Maria, di 10 mesi, nata a Torino, morta il 22 agosto rue Dabray, Maison Bonnet.
89. Carletti Cristina, d'anni 36, donna di casa, nata a Vernante, morta il 22 agosto all'Ospedale civile.
90. Giubergia Michele, d'anni 34, giornaliere, nato a Boves, morto il 25 agosto al quartier St. Isidor, propriété Roustan.
91. Pozzi Francesco, d'anni 30, muratore, nato a Fubine, morto il 25 agosto all'Ospedale civile.
92. Lanteri Pietro detto Bolletta, d'anni 49, negoziante di vino, nato a Briga Marittima, morto il 25 agosto a rue Delille.
93. Canobbio Veronica, d'anni 33, donna di casa, nata a Trisobbio, morta il 26 agosto all'Ospedale civile.
94. Durante Maddalena, d'anni 78, possidente, nata in Albenga, morta il 26 agosto a rue Place Vielle 1.
95. Locatelli Giuseppina, d'anni 39, donna di casa, nata a Piacenza, morta il 30 agosto all'Ospizio S. Maria Assunta.
96. Siondina Caterina, d'anni 62, donna di casa, nata a Vercelli, morta il 30 agosto all'Ospedale civile.
97. Porta Giacinto, d'anni 54, nato a Giaveno, morto il 1° settembre all'Ospedale civile.
98. Amprimo Maria, d'anni 63, merciaia, nata a Susa, morta il 3 settembre a rue de Paris 5.
99. Arcidiacono Michele, d'anni 22, marinaio, nato a Riposto, morto il 3 settembre a quai 2 Emmanuel 7.
100. Sabazio Alberto, d'anni 12, nato a Torino, morto il 4 settembre al boulevard Joseph Garnier, maison Alziary.
101. Paltrinieri Pietro, d'anni 78, limonardiere, nato a Bologna, morto il 4 settembre a rue de Rome 16.
102. Castellan? Francesco, d'anni 72, straccivendolo, nato ad Alba morto il 9 settembre all'Ospedale civile.
103. Dell'Erba Virginia, d'anni 3, nata a Castellar, morta il 7 settembre al quartier Magnam, maison Dell'Erba.
104. Arrigotti Ida, d'anni 24, domestica, nata ad Asti, morta l'8 settembre all'Ospedale civile.
105. Daprela Caterina, d'anni 24, possidente, nata a Porto Maurizio, morta l'8 settembre al quartier S. Bartelémy, Villa St. Barbe.
106. Vernocchi Leopoldo, d'anni 65, cuoco, nato a Luvino, morto il 10 settembre a route de Levens 14.
107. Corio Giuseppe, d'anni 79, giornaliere, nato a Scandeluzzo, morto l'11 settembre all'Ospedale civile.
108. Borsotto Lucia, d'anni 17, nata a Bernezzo, morta l'11 settembre a route de Turin 9.
109. Bonino Giacomo Paolo, d'anni 45, parrucchiere, nato a Mondovì, morto il 12 settembre a rue St. Etienne 9.
110. Moro Costantino, d'anni 68, garzone d'Albergo, nato a Stradella morto il 12 settembre all'Ospedale civile.
111. Massa Maddalena, d'anni 45, cucitrice, nato a S Stefano al Mare, morto il 12 settembre a Boulevard Rambaldi 21.
112. Bellone Vincenzo, d'anni 26, carrozziere, nato a Limone Piemonte, morto il 13 settembre a rue Smolet 1.
113. Leoni Senofonte, d'anni 31, carbonajo, nato a Rio nell'Elba, morto il 13 settembre a rue Lascaris 11.
114. Castelli Rosa, d'anni 33, sarta, nata a Milano, morta il 14 settembre a rue Gambetta 1.
115. Bianchi Vincenzo, d'anni 50, giornaliere, nato a Porto Longone, morto il 14 settembre all'Ospedale Civile.
116. Caruba Oscar, d'anni 2 1|2, nato a Livorno, morto il 16 settembre a rue Droite 15.
117. Ambrosetti Carlo, d'anni 36, fumista, nato a Tronzano, morto il 17 settembre a Quai Place d'Armes 3.
118. Manfredi Francesca, d'anni 25, cucitrice, nata a Vercelli, morta il 16 settembre a rue Rusca 4.
119. Ciocchetti Antonio, d'anni 73, minatore, nato a Castelnuovo di Asti, morto il 17 settembre a Route de Levens 14.
120. Sodini Virgilio, d'anni 52, sarto, nato a Livorno, morto il 17 settembre a rue Villefranche 52.
121. Bernardi Bianca, d'anni 22, domestica, nato a Demonte, morto il 19 settembre all'Ospedale civile.
122. Bertoni Giacomo, d'anni 82, professore di lingue, nato a Faenza, morto il 19 settembre a Avenue Nôtre Dame 7.
123. Viglino Caterina, di 7 mesi, nata a Ronco Canavese, morta il 20 settembre a rue Emanuel Filiberto 9 *bis*.
124. Casadei Fortunato, d'anni 22, cocchiere, nato a Rimini, morto il 27 settembre a Quartier S. Bartolomeo.
125. Molle Maria Rosa, d'anni 26, donna di casa, nata a Prelà, morta il 27 settembre a rue Reine Jeanne.
126. Garelli Giuseppina, d'anni 31, donna di casa, nata a Lagnasco, morta il 27 settembre a Quartier S. Romain.
127. Occelli Teresa, d'anni 69, donna di casa, nata a Farigliano morta il 29 settembre a rue Emanuel Philibert 25.
128. Dulbecco Anna Maria, d'anni 49, donna di casa, nata a Porto Maurizio, morta il 29 settembre a Quartier Magnan.

Il R. Console Generale
CENTURIONE.

MINISTERO DELLA GUERRA

Disposizioni *fatte nel personale dipendente dal Ministero della Guerra:*

ESERCITO PERMANENTE.

Stato maggiore generale.

Con R. decreto del 15 febbraio 1894:

Sanfelice cav. Cesare, contrammiraglio, esonerato dalla carica di giudice del tribunale supremo di guerra e marina.

Marchese cav. Carlo, id., nominato giudice id. id.

Corpo di stato maggiore.

Con R. decreto del 18 marzo 1894:

Bolognesi cav. Lamberto, maggiore capo di stato maggiore della divisione militare di Napoli, incaricato delle funzioni di capo sezione al Ministero della guerra, rimanendo esonerato dalla detta carica.

Arma dei carabinieri reali.

Con R. decreto dell'8 marzo 1894:

Almici Giuseppe, tenente legione Milano, collocato in posizione ausiliaria, per sua domanda, dal 1° aprile 1894.

Con R. decreto del 15 marzo 1894:

Vacchi Silvestro, tenente legione Roma, collocato in posizione ausiliaria, per sua domanda, dal 1° aprile 1894.

Arma di fanteria.

Con R. decreto del 4 marzo 1894:

Avoni Arturo, tenente 25 fanteria, revocato dall'impiego.
Tedeschi Ulrico, id. 21 id., id. id.
Grechi Antonio, tenente in aspettativa per sospensione dall'impiego a Vicenza, richiamato in servizio al 6 alpini, dal 5 marzo 1894.
Savini Giov. Battista, id. id. per motivi di famiglia a Viterbo, dispensato, per sua domanda, dal servizio effettivo; inscritto fra gli ufficiali di complemento dell'esercito permanente (distretto Orvieto) ed assegnato al reggimento di fanteria Tortona.

Con R. decreto dell'8 marzo 1894:

Carnevale Benedetto, capitano 16 fanteria, collocato in riforma dal 1° aprile 1894, ed inscritto nella riserva.
Giordano Emanuele, id. 44 id., collocato in aspettativa per infermità temporarie non provenienti dal servizio.
Masino Amedeo, id. 76 id, id. id. per motivi di famiglia.
Volcbele Giustino, tenente distretto Bari, id. id. per infermità temporarie non provenienti dal servizio.
Ricca Giovanni, id. 49 fanteria, rimosso dal grado e dall'impiego.
Siracusa Alberto, id. 76 id., collocato in aspettativa per motivi di famiglia.

I seguenti ufficiali sono ammessi a concorrere per occupare i due terzi degli impieghi che si facciano vacanti nei quadri del loro grado ed arma, come gli ufficiali contemplati dall'art. 11 della legge 25 maggio 1852 e con gli assegni dovuti ai detti ufficiali, dalla data a ciascuno controindicata:

Lomaglio cav. Giovanni, maggiore in aspettativa per motivi di famiglia ad Asti (Casale), dal 9 marzo 1894.
Lume Biagio, capitano id. per infermità temporarie non provenienti dal servizio a Torino, id. 30 dicembre 1893.
Nicolai Adolfo, id. id. per motivi di famiglia, id. 5 marzo 1894.
Minutelli Giulio, tenente id. per infermità temporarie non provenienti dal servizio a Cetona (Siena), id. 30 dicembre 1893.
Agnes Cesare, sottotenente id. id. a Pinerolo, id. 2 marzo 1894.
Grieco Luigi, id. id. per motivi di famiglia a Napoli, id. 9 febbraio 1894.

Con R. decreto del 15 marzo 1894:

Bocettini Cesare, tenente 5 alpini, collocato in aspettativa per motivi di famiglia.

Con R. decreto del 18 marzo 1894:

Serra Orazio, capitano 22 fanteria ufficiale sostituto istruttore aggiunto nei tribunali militari, esonerato dalla detta carica.
Schiena Vincenzo, tenente 19 id, rimosso dal grado e dall'impiego.
Giuliani Enrico, id. in aspettativa per sospensione dall'impiego a Pesaro, richiamato in servizio all'11 bersaglieri.

Arma di cavalleria.

Con R. decreto dell'11 marzo 1894:

I seguenti ufficiali sono ammessi a concorrere per occupare i due terzi degli impieghi che si facciano vacanti nei quadri del loro grado e della loro arma, come gli ufficiali contemplati dall'art. 11 della legge 25 maggio 1852 e cogli assegni dovuti ai detti ufficiali, dalla data a ciascuno controindicata:

Guerrieri Giuseppe, tenente in aspettativa per motivi di famiglia a Fermo (Ascoli Piceno), dal 5 gennaio 1894.
Sforza Cesarini Lorenzo, id id. id. id., id. 22 id.
De Salvo Raffaele, id. id. id. id. Episcopia (Potenza), id. 26 id.
Bourbon Del Monte Filippo, id. id. id. id. Roma, id. 5 febbraio 1894.
Del Fabbro Zeffiro, sottotenente id. id. id. Udine, id. 26 gennaio 1894
Grandis Ettore, id. id. per infermità non provenienti dal servizio a Pozzonovo (Padova), id. 22 id.

Con R. decreto del 15 marzo 1894:

Sartirana cav. Galeazzo, maggiore reggimento Firenze, nominato aiutante di campo onorario di S. M. il Re
Schiavoni cav. Gerolamo, id. id. Catania, id. id. id id. di S. A. R. il Duca D'Aosta.

Con R. decreto del 18 marzo 1894:

Starrabba Di Rudinì Carlo, tenente a disposizione del Ministero degli affari esteri, dispensato, a sua domanda, dall'effettività di servizio, inscritto col suo grado fra gli ufficiali di complemento dell'esercito permanente, arma di cavalleria (distretto di Roma), ed assegnato al reggimento Aosta.
Incontri Alberto, id. in aspettativa per motivi di famiglia a Firenze, ammesso, a datare dal 19 marzo 1894, a concorrere per occupare i due terzi degli impieghi che si facciano vacanti nei quadri del suo grado e della sua arma, come gli ufficiali contemplati dall'articolo 11 della legge 25 maggio 1852 e cogli assegni dovuti ai detti ufficiali.

I seguenti sottotenenti in aspettativa per riduzione di corpo sono richiamati in effettivo servizio e destinati al reggimento a ciascuno annotato.

Bongiovanni Carlo, distretto Milano, reggimento Lucca.
Glorio Giuseppe, id. Mondovì, id. Vicenza.
Ressel Augusto, id. Milano, id. Foggia.
Grattarola Eusebio, id. Vercelli, id Catania.
De Raho Giuseppe, id. Lecce, id. Novara.
Pappalepore Raffaele, id. Bari, id. Monferrato.
Copelli Ormisda, id. Brescia, id. Genova.

Arma di artiglieria.

Con R. decreto dell'8 marzo 1894:

Siracusa cav. Carmine, capitano direzione artiglieria Messina, collocato in aspettativa per motivi di famiglia.
Baudi di Vesme cav. Manfredo, id. 22 artiglieria, id. id. per infermità temporarie non dipendenti dal servizio, dal 1° aprile 1894.

Con R. decreto del 15 marzo 1894:

Corio nob. Tullio, maggiore 6 artiglieria, nominato aiutante di campo onorario di S. A. R. il Duca d'Aosta.
Talamo cav. Raffaele, capitano 19 id., id. ufficiale d'ordinanza onorario di S. A. R. il Duca d'Aosta.

Con R. decreto del 18 marzo 1894:

I sottoindicati sottotenenti in aspettativa per riduzione di corpo a Torino, sono richiamati in effettivo servizio, ed assegnati allo Stato maggiore dell'arma, coll'obbligo di frequentare la scuola d'applicazione d'artiglieria e genio.

Polani Angelo.
Bessone Edoardo.
Villa Augusto.
Mazzino Alberto.
Ramponi Francesco.
Ronconi Italo.
Faujas Alessandro.
Baumgarten Ettore.
Vigo Sampieri Antonino.
Scazzola Marco.
Boni Umberto.
Carletti Ottorino.
Mastellone Riccardo.
Calleri Gaetano.
Bellini Lodovico.
Bogliolo Adolfo.

Salmieri Rodolfo.
De Stefano Gennaro.
Ceresa Iginio.

Corpo sanitario militare.

Con R. decreto del 18 marzo 1894:

Sangirardi cav. Alessandro, capitano medico in aspettativa per infermità non provenienti di servizio, ammesso, a datare dal 1° aprile 1894, a concorrere per occupare i due terzi degli impieghi che si facciano vacanti nei quadri del suo grado e corpo, come gli ufficiali contemplati dall'art. 11 della legge 25 maggio 1852.

Corpo di commissariato militare.

Con R. decreto dell'11 marzo 1894:

Borzino cav. Gualtiero, maggiore commissario, direzione commissariato, VI corpo armata (sezione Ravenna), collocato, a sua domanda, in posizione ausiliaria dal 1° aprile 1894.

Con R. decreto del 15 marzo 1894:

Gregori Mariano, tenente commissario in aspettativa per infermità incontrate in servizio, residente a Iesi (Ancona), richiamato in servizio alla direzione di commissariato del VII corpo d'armata dal 3 marzo 1894.

Corpo contabile militare.

Con R. decreto del 1° marzo 1894:

Roppolo Giuseppe, tenente contabile 28 fanteria, collocato a sua domanda in posizione ausiliaria dal 16 marzo 1894.

Con R. decreto dell'8 marzo 1894.

Rey cav. Serafino, maggiore contabile ospedale Alessandria, collocato a sua domanda in posizione ausiliaria dal 1° aprile 1894.

Con R. decreto del 15 marzo 1894:

Rizzoli Umberto, sottotenente contabile già nel 1° granatieri, rimosso dal grado e dall'impiego.

Ufficiali in posizione di servizio ausiliario.

Con R. decreto dell'8 marzo 1894:

Sommaruga cav. Francesco, tenente colonnello di fanteria, collocato a ripóso a sua domanda per anzianità di servizio dal 1° aprile 1894, ed inscritto nella riserva.

Ufficiali di complemento dell'esercito permanente.

Con R. decreto del 25 marzo 1894:

I sottoindicati volotari di un anno sono nominati sottotenenti di complemento, arma di fanteria, (art. 1° lettera *b*, legge 29 giugno 1882 n. 830).

Essi saranno effettivi ai rispettivi distretti di residenza.

Dovranno presentarsi alla sede del reggimento loro fissito per prestare i tre mesi di servizio prescritti dalla legge nel tempo stabilito dai §§ 292 e 293 dell'istruzione complementare al regolamento sul reclutamento.

Nei cambi di guarnigione, detti ufficiali passeranno a compiere il loro servizio dal reggimento in cui trovansi a quello che lo sostituisce.

Capuano Corrado, distretto Napoli, diretto di residenza Bergamo, assegnato al reggimento per mobilitazione fanteria B. Salerno, pel servizio prescritto fanteria C. Napoli.
Gallina Pietro, id. Bergamo, id. Bergamo, id. id. Bergamo, id. id. Bergamo.
Vital Adolfo, id. Treviso, id. Treviso, id. id. A. Verona, id. id. Venezia.
Degrandi Rinaldo, id. Milano, id. Milano, id. id. Como, id. id. A. Milano.
Graus Francesco, id. Napoli, id. Napoli, id. id. B. Salerno, id. id. D. Napoli.
Meda Filippo, id. Milano, id. Milano, id. id. Como, id. id. D. Milano.
Strazza Ippolito, id. Milano, id. Milano, id. id. Como, id. id. D. Milano.
Kesel Umberto, id. Napoli, id. Napoli, id. id. B. Caserta, id. id. D. Napoli.
Sinigaglia Gino, id. Ancona, id. Ancona, id. id. A. Ancona, id. id. A. Ancona.
Navarrini Carlo Umberto, id. Massa, id Massa, id. id. A. Piacenza, id. id. Pisa.
Rosti Cristoforo, id. Milano, id. Milano, id. id. A. Milano, id. id. C. Milano.
Audina Alberto, id. Como, id. Como, id. id. B. Novara, id. id. Como.
Gargiulo Egisto, id. Napoli, id. Napoli, id. id. A. Napoli, id. id. A. Napoli.
Briolini Francesco, id. Lecco, id. Lecco, id. id. A. Brescia, id. id. C. Milano.
Vicini Arturo, id. Modena, id. Modena, id. id. A. Bologna, id. id. Reggio Emilia.
De Martini Mario, id. Benevento, id. Napoli, id. id. A. Napoli, id. id. C. Napoli.
Materi Luigi, id. Napoli, id. Napoli, id. id. A. Napoli, id. id. D. Napoli.
Panzera Enrico, id. Catania, id. Catania, id. id. A. Messina, id. id. B. Napoli.
De Martino Domenico, id. Napoli, id. Napoli, id. id. Nocera, id. id. D. Napoli.
Giovene Pacifico, id. Napoli, id. Napoli, id. id. A. Salerno, id. id. C. Napoli.
Rossi Luigi, id. Napoli, id. Napoli, id. id. B. Salerno, id. id A. Napoli.
Fasella Giulio, id. Genova, id. Foggia, id. id. A. Bari, id. id. C. Genova.
Menegazzi Paolo, id. Padova, id. Padova, id. id. A. Padova, id. id. A. Padova.
Saltarelli Ettore, id. Milano, id Milano, id. id. B. Brescia, id. id. B. Milano.
Novelli Umberto, id. Roma, id. Roma, id. id. D. Roma, id. id. B. Roma.
Giordano Alberto, id. Napoli, id. Napoli, id. id. A. Caserta, id. id. A. Napoli.
Boldini Giov. Battista, id. Venezia, id. Venezia, id. id. B. Padova, id. id. Venezia.
Rimini Giulio, id. Bologna, id. Bologna, id. id. Modena, id. id. A. Ravenna.
Bombardella Bernardino, id. Venezia, id. Venezia, id. id. B. Padova, id. id. Venezia.
Moscuzza Luigi, id. Siracusa, id. Siracusa, id. id. B. Cuneo, id. id. Catania.
Innamorati Luigi, id. Teramo, id. Teramo, id. 1° granatieri, id. 1° granatieri.
Miceli Ernesto, id. Catania, id. Catania, id. fanteria B. Messina, id. fanteria A. Palermo.
Garitta Alfredo, id. Mondovì, id. Mondovì, id. id. Tortona, id. 37 fanteria.
Livini Carlo, id. Siena, id. Siena, id. id. Pisa, id. fanteria Siena.
Fogliani Gian Luigi, id. Modena, id. Modena, id. id Modena, id. id. Reggio Emilia.
Rufo Giov. Battista, id. Verona, id. Verona, in. id. A. Verona, id. id. A. Verona.
Corsi Carlo, id. Firenze, id. Firenze, id. bersaglieri Firenze, id. bersaglieri Roma.
Guarini Giovambattista, distretto Barletta, id. Barletta, id. fanteria A. Bari, id. fanteria a Napoli
Paternò Castello Guglielmo id, Catania, id. Catania, id. id. Trapani, id. id. B. Napoli,

Papa Raffaele, id. Siracusa, id. Siracusa, id. id. B. Novara, id. id. Siracusa.
Pedrotta Giusto, id. Torino, id. Torino, id. id. D. Torino, id. id. C. Torino.
Papini Anatolio, id. Firenze, id. Firenze, id. id. Pisa, id. id. Firenze.
Allocati Luigi, id. Campobasso, id. Modena, id. id. A. Bologna, id. id. Modena.
Botti Ermenegildo, id. Cremona, id. Cremona, id. id. Fossano, id. id. D. Milano.
Cremonese Francesco, id. Campobasso, id. Campobasso, id. id. A. Ancona, id. id. Napoli.
Alemagna Giuseppe, id. Napoli, id. Napoli, id. id. B. Caserta, id. id. C. Napoli.
Ferruzza Gaetano, id. Palermo, id. Palermo, id. id. B. Palermo, id. id. A. Palermo.
Ciollaro Riccardo, id. Napoli, id. Napoli, id. id. A. Napoli, id. id. B Napoli.
Sagaria Francesco, id. Teremo, id. Napoli, id. id. Nocera, id. id. A. Napoli.
Patroni Carlo, id. Napoli, id. Napoli, id. id. Gaeta, id. id. B. Napoli.
Volpi Nicola, id. Brescia, id Brescia, id. id. Bergamo, id. id. Brescia.
Sarti Ercolano, id. Bologna, id. Bologna, id. id. A. Bologna, id. id A. Bologna.
Hahu Carlo, id. Torino, id. Torino, id. id. A. Torino, id. id. D. Torino.
Massa Ernesto, id. Napoli, id. Napoli, id. id. B. Napoli, id. id. A. Napoli.
Occhipinti Pietro, id. Palermo, id. Palermo, id. id. A. Messina, id. id. B. Palermo.
Ciatti Alberto, id. Firenze, id. Firenze, id. id. B. Livorno, id. id. A. Firenze.
Pompili Alberto, id. Roma, id. Roma, id. id. Viterbo, id. id. C. Roma.
Pignatelli Paolo, id. Napoli, id. Napoli, id. id. A. Napoli, id. id. C. Napoli.
Tozzi-Condivi Tancredi id. Ascoli Piceno, id. Ascoli Piceno, id. id. B. Firenze, id. id. Ascoli Piceno.
Paternò Castello Giovanni, id. Catania, id. Catania, id. id. Siracusa, id. id. B. Napoli.
Fazio Antonio, id. Catania, id. Catania, id. id. Siracusa, id. id. Catania.
Zanghi Bernardo, id. Catania, id. Catania, id. id. Trapani, id. id. A. Messina.
Setti Ernesto, id. Roma, id. Genova, id. id. A. Genova, id. id. C. Genova.
Meineri Carlo, id. Mondovì, id. Mondovì, id. id. Tortona, id. id. A. Genova.
Tiby Vito, id. Trapani, id. Palermo, id. id. Catania, id. id. Trapani.
Culotta Domenico, id. Palermo, id. Palermo, id. id. B. Palermo, id. id. B. Palermo.
Mola Vincenzo, id. Napoli, id. Napoli, id. id. Gaeta, id. id. D. Napoli.
De Roberto Diego, id. Catania, id. Catania, id. id. B. Messina, id. id. A. Messina.
Gagliani Caputo Francesco, id Palermo, id. Palermo, id. id. A. Messina, id. id. A. Palermo.
Paola Giovanni, id. Catania, id. Catania, id. id. Siracusa, id. id. B. Messina.
Molo Giovanni Luigi, id. Torino, id. Casale, id. id. Tortona, id. id A. Torino.
Capogreco Nicola, id. Reggio Calabria, id. Reggio Calabria, id. id. D. Napoli, id. id. Reggio Calabria.
Salvestri Giuseppe, id. Livorno, id. Livorno, id, id. A. Livorno, id. id B. Livorno.
Erba Ferdinando, id. Brescia, id. Brescia, id. id. Como, id. 47 fanteria distaccato in Sicilia.
Landini Landino, id. Pistoia, id. Pistoia, id. id. Pisa, id. fanteria A Firenze.
Bontempi Francesco, id. Brescia, id. Brescia, id. id. A. Brescia, id. 57 fanteria.
Di Bartolo Franco, id. Palermo, id. Palermo, id. id. A. Messina, id. fanteria A. Palermo.
D'Agata Giuseppe, id. Catania, id. Catania, id. id. B. Messina, id. 48 fanteria distaccato in Sicilia.
Perelli Ercolini Giovanni, id. Milano, id. Milano, id. id. D. Milano, id. fanteria B. Milano.
Gibelli Emilio, id. Genova, id. Genova, id. id. C. Genova, id. id. A. Genova.
Tuccimei Riccardo, id. Roma, id. Roma, id. id. Viterbo, id. id. D. Roma.
Andreoni Augusto, id. Roma, id. Roma, id. id. D. Roma, id. id. A. Roma.
De Luca Alfredo, id Napoli, id. Napoli, id. id. Gaeta, id. id. C. Napoli.
Betocchi Alfredo, sottotenente fanteria distretto Napoli, accettata la dimissione dal grado.
Paganini Giulio, sottotenente medico distretto Orvieto, trasferito nella milizia territoriale, in applicazione dell'ultimo capoverso dell'articolo 96 del testo unico delle leggi sul reclutamento del regio esercito, ed assegnato alla 9ª compagnia di sanità.
Orsini Arturo, furiere maggiore milizia mobile distretto Napoli, residente a Genova, nominato sottotenente contabile di complemento (art. 1°, lettera c, legge 29 giugno 1882 n. 830) ed assegnato effettivo al distretto di Genova, rimanendo in congedo illimitato.

MILIZIA MOBILE.

Con R. decreto dell'8 marzo 1894:

Calamida Effisio, tenente complemento bersaglieri, distretto Milano, in servizio nel 9 bersaglieri, tolto dal ruolo degli ufficiali di complemento, fanteria, per ragione di età.
Zanchetta Cesare, id. id. fanteria, distretto Venezia, accettata la dimissione dal grado.

Con R. decreto dell'11 marzo 1894:

Speciale Gaetano, caporale maggiore in congedo illimitato, laureato in medicina e chirurgia, 22 artiglieria, nominato sottotenente medico di complemento, assegnato effettivo al distretto Palermo, coll'obbligo di prestare i tre mesi di servizio stabiliti dalla legge presso l'ospedale militare di Parlermo, dal 1° maggio 1894.

Con R. decreto dell'8 marzo 1894:

Celentano Paolo, capitano fanteria, 256° batt. Bari, accettata la dimissione dal grado.
Pellegrino Antonio, id. id. 150° id. Ascoli Piceno, id.
Fornaris Federico, sottotenente id. 4° id. Torino, id.

Con R. decreto dell'11 marzo 1894:

Cara Michele, sottotenente fanteria 226° batt. Benevento, accettata la dimissione dal grado.
Balzani Corrado, militare di 3ª categoria, dimorante a Roma, nominato sottotenente nella milizia territoriale, arma del genio, ed assegnato alla 16ª compagnia Ravenna.

Si presenterà nelle ore antimeridiane del 1° aprile p. v. al distaccamento del 1° genio in Roma per prestarvi il prescritto servizio.

Durando Celestino, tenente fanteria, 3 reggimento alpini, laureato in medicina e chirurgia, trasferito nel corpo sanitario militare in qualità di tenente medico di milizia territoriale ed assegnato al 3° battaglione Torino.

UFFICIALI DI RISERVA.

Con R. decreto dell'8 marzo 1894:

Cascella cav. Achille, tenente colonnello fanteria distretto Aquila, di-

spensato per età, e per sua domanda, da ogni servizio eventuale conservando l'onore dell'uniforme.

Pulvirenti cav. Carmelo, maggiore id. id. Catania, promosso tenente colonnello, e dispensato per età e per sua domanda da ogni servizio eventuale, conservando l'onore dell'uniforme.

Omodei cav. Amedeo, capitano id. id. Casale, id. maggiore e dispensato id. id. id.

IMPIEGATI CIVILI.

Con R. decreto del 15 marzo 1894:

Martini Giovanni, farmacista civile, nominato farmacista di 3ª classe ospedale militare Verona,

Con R. decreto del 18 febbraio 1894:

De Cantiis Giovanni Battista (distretto di Aquila), nominato aiutante ragioniere geometra alla direzione del genio di Napoli, con anzianità 7 maggio 1893, immediatamente dopo l'aiutante ragioniere geometra Abita Gaetano.

Giacopelli Guglielmo (id. Parma), id. id. id. Verona, con anzianità 18 febbraio 1894.

Perrotti Raffaele (id. Napoli), id. id. id. Messina, id.

Giuliani Giuseppe (id. Ravenna), id. id. id. Milano id.

Prestià Paolo (id. Reggio Calabria), id. id. id. Alessandria id.

Con R. decreto dell'8 marzo 1894:

Piccardo Giovanni, ragioniere geometra di 1ª classe direzione genio Spezia, promosso ragioniere geometra principale di 3ª classe.

Ghittoni Giuseppe, id. id. comando territoriale genio Piacenza, id. id.

Merlo Scipione, id. id. comando locale Fontana Liri, id. id.

Godano Angelo, id. id. direzione genio Messina, id. id.

Esposito Domenico, id. id. id. Capua, id. id.

Calandrelli Gabriele, id. id. id. Capua, id. id.

Mangelli Vincenzo, aiutante ragioniere geometra in aspettativa per motivi di famiglia, richiamato in effettivo servizio dal 16 marzo 1894 e destinato direzione genio Roma.

Con R. decreto dell'11 marzo 1894:

Soro Giuseppe, ragioniere geometra di 2ª classe direzione genio Genova, collocato in aspettativa per infermità dal 1° aprile 1894, coll'annuo assegno di lire 666,66.

N. 47. — Commutazione in congedo illimitato per anticipazione della licenza straordinaria in attesa del congedo illimitato ai militari di truppa.

Allo scopo di semplificare le operazioni contabili e matricolari relative al licenziamento dalle armi dei militari di truppa, ho determinato che da ora in poi tutte le volte in cui debbano essere licenziati militari di truppa prima del tempo normale cui spetterebbe loro l'invio in congedo illimitato, essi siano invece inviati in congedo illimitato per anticipazione, compiendosi così da parte dei corpi, dei distretti e delle autorità municipali tutte le operazioni prescritte dai regolamenti per gli uomini da inviarsi in congedo illimitato.

In conseguenza di quanto precede, i §§ 506, 692 e 693 della istruzione complementare al regolamento sul reclutamento restano modificati in tal senso; e i militari che per ragione di salute o per le condizioni di famiglia in essi enumerati debbano essere licenziati da sotto le armi, saranno senz'altro avviati in congedo illimitato per anticipazione anzichè in licenza straordinaria.

Così pure saranno inviati in congedo illimitato per anticipazione quei militari che da ora in poi chiederanno di fruire del disposto dall'*Atto* 27 del 19 febbraio 1892, e dalle circolari n. 29 del 1° marzo 1892, n. 107 del 1° agosto 1893 e n. 146 del 22 ottobre anno stesso.

Gli *Atti* 110 e 158 del 1893, coi quali si stabilivano massime relative al trattamento dei militari in licenza straordinaria in attesa del congedo illimitato restano aboliti, come resta abrogata ogni altra disposizione concernente tale eccezionale disposizione.

Perchè poi sia sistemata in conformità della presente determinazione la posizione dei militari che già si trovano in licenza straordinaria, per qualsiasi ragione, in attesa del congedo, questo Ministero determina che per cura dei distretti e dei corpi sia subito ad essi commutata l'attuale posizione in quella d'inviati in congedo illimitato per anticipazione, facendo per mezzo dei sindaci ritirare loro il biglietto di licenza e sostituire il foglio di congedo illimitato modello n. 34.

La data da apporsi alla relativa variazione matricolare ed al foglio di congedo sarà quella del 1° aprile 1894, e la variazione stessa (sempre beninteso per tutti coloro che già si trovino in licenza a quella data) sarà: « Provvisto di congedo illimitato per anticipazione, *Atto* N. 47 del 1894 — 1° aprile 1894. »

Per gli altri da congedarsi in seguito si adoprerà la formula; « Inviato in congedo illimitato per anticipazione per . . . . . (citando il paragrafo della istruzione complementare o la disposizione ministeriale per effetto della quale si verifica il congedamento) ».

Roma, 18 marzo 1894.

Il Ministro
MOCENNI.

N. 40. — Pubblicazioni dell'Istituto geografico militare.

L'Istituto geografico militare ha posto in vendita:

a) pel proseguimento della iniziata pubblicazione della *Carta corografica del Regno e regioni adiacenti in 35 fogli alla scala di 1:500,000* (Vedi circolari n. 33 del 1° marzo 1890, n. 65 del 21 giugno 1892 e n. 42 del 15 aprile 1893), le *due edizioni* (una a tre colori colla rappresentazione dell'orografia a pastello, l'altra a due colori senza la rappresentazione dell'orografia) dei seguenti quattro fogli:

4 Graz.
5. Wien.
10. Agram.
15. Sarajevo.

b) pel proseguimento della pubblicazione della *Carta topografica del Regno*:

1° 100|m — edizione con tratteggio:
32. Como, lire 1,50.
45. Milano, lire 1,50.
48. Peschiera, lire 1,50.
51. Venezia, lire 1,50.
59. Pavia, lire 1,50.
61. Cremona, lire 1,50.
74. Reggio nell'Emilia, lire 1,50.
87. Bologna, lire 1,50.
98. Vergato, lire 1,50.

2° 100|m — edizione senza tratteggio in nero:
7. Pizzo Bernina.
18. Sondrio.
33. Bergamo.
46. Treviglio.
51. Venezia.
142. Civitavecchia.

3° 100|m — edizione senza tratteggio in cromo:
f. 236. Cosenza.
241. Nicastro.

4° 75000 — edizione economica (riproduzione fotozincografica dei fogli originali preparati al 75|m):

21. Convenzioni.
136. Toscanella.
162. Campobasso.
173. Benevento.
174. Ariano di Puglia.
175. Cerignola.
176. Barletta.
187. Melfi.
188 Gravina di Puglia.
209. Vallo di Lucania.
251. Cefalù.
253. Castroreale.
258. Corleone.
269: Paternò.
270. Catania.
271. Girgenti.
272. Terranova.
273. Caltagirone.

c) È stata pure pubblicata la tavoletta al 25000 IV NO Minerbio del f.° 88;

d) Una edizione messa al corrente al 1° gennaio 1894 della *Carta delle ferrovie e linee di navigazione del Regno* in due fogli in cromolitografia alla scala di 1: 1000ₘm. (Pubblicazione annunziata con circolare n. 100 del 1891):

Una copia sciolta dei due fogli . . L. 2 —
Montatura su tela dei due fogli . . » 1,60

I prezzi per l'acquisto sia di copie sciolte che montate su tela, di ciascun foglio delle suddette carte, sono indicati alle pagine 13, 20, 23, 25 e 29 del vigente catalogo dell'Istituto predetto (edizione 1889).

Le richieste ed i pagamenti si faranno nel modo prescritto dalle condizioni di vendita premesse al detto Catalogo.

Roma, 20 marzo 1894.

Il Ministro
MOCENNI.

MINISTERO DELLA MARINA

Disposizioni *fatte nel personale dipendente dal Ministero della Marina:*

Con R. decreto del 25 febbraio 1894.

Coscia Gaetano, capitano di fregata, promosso capitano di vascello, a decorrere dal 1° marzo 1894, venendo classificato nel nuovo grado fra i capitani di vascello Flores Edoardo e De Criscito Francesco.

Con Regi decreti del 4 marzo 1894.

Coscia Gaetano, capitano di vascello, esonerato dalla carica di comandante dell'incrociatore torpediniere « Euridice ».

Bregante Costantino, capitano di fregata, nominato comandante dell'incrociatore-torpediniere « Euridice ».

Ricaldone Riccardo, sottotenente di vascello, promosso tenente di vascello, a decorrere dal 16 marzo 1894.

Restuccia Gennaro, capo timoniere di 1ª classe nel corpo reale equipaggi, nominato sottotenente del corpo reale equipaggi, a decorrere dal 16 marzo 1894.

Miglio Regolo, id. id. id.

Cigersa Mario Angostino, id., id. id.

Riosanto Fausto, id. id. id.

Cerabolini Giuseppe, id. id. id.

Maio Paolo, capo torpediniere di 1ª classe nel corpo reale equipaggi, id. id.

Garnier Achille, id. id. id.

Con Regi decreti del 6 marzo 1894.

Basso Carlo, capitano di vascello, nominato direttore degli armamenti del 2° dipartimento marittimo, a decorrere dal 6 marzo 1894.

Crespi Francesco, id., nominato direttore di artiglieria e torpedini del 3° dipartimento marittimo, a decorrere dal 16 marzo 1894.

Troiano Giuseppe, capitano di fregata, esonerato dalla reggenza della carica di direttore di artiglieria e torpedini del 3° dipartimento marittimo, a decorrere dal 16 marzo 1894.

Patella Luigi, capitano di corvetta, esonerato dalla reggenza della carica di capo sezione nel Ministero della Marina, a decorrere dal 3 marzo 1894.

Masdea Edoardo, direttore nel corpo del Genio navale, cessa dalla carica di membro del Comitato per i disegni delle navi ed è nominato direttore delle costruzioni navali del 1° dipartimento marittimo, colla data del 16 aprile 1894.

Micheli Alfredo, idem, cessa dalla carica di direttore delle costruzioni navali nel 1° dipartimento marittimo ed è nominato membro del Comitato per i disegni delle navi, colla data del 16 aprile 1894.

Con R. decreto del 18 marzo 1894.

Ferrara Edoardo, tenente di vascello, esonerato dalla carica di comandante della torpediniera *133 S.*

Bonino Teofilo, idem, nominato comandante della torpediniera *133 S.*

MINISTERO DELLE FINANZE

Disposizioni *fatte nel personale dipendente dal Ministero delle Finanze:*

Con decreti in data dall'8 al 18 marzo 1894:

Chirone Gaetano, ricevitore del registro, è collocato a riposo in seguito a sua domanda per motivi di salute, con decorrenza dal 1° febbraio 1894;

Patti Edoardo, ufficiale d'ordine di 3ª classe nel Ministero delle finanze, è collocato in aspettativa per motivi di famiglia in seguito a sua domanda per sei mesi, id. dal 10 marzo 1894;

Bono dott. Nicolò, segretario amministrativo di 2ª classe nelle Intendenze di finanza, in aspettativa per motivi di salute, è richiamato in attività di servizio a partire dal 16 morzo 1894, e contemporaneamente trasferito da Chieti a Genova

Sepe dott. Aurelio, vice segretario id. di 3ª classe id., è collocato in aspettativa, per motivi di famiglia, dal 1° al 30 giugno 1894, dovendo prestare servizio militare come ufficiale di complemento;

Piccini Tommaso, già vice segretario id. id. id., in aspettativa per motivi di salute, accettate le dimissioni offerte dallo impiego, con effetto dal 1° gennaio 1894;

Dutto Filippo, segretario amministrativo di 2ª classe nel Ministero delle finanze, è nominato segretario amministrativo di 1ª classe nelle Intendenze di finanza, e destinato a Cuneo;

Sanna-Solgiu dott. Antonio, id. id. di 3ª id., id. id. id. di 2ª classe id., id. a Sassari;

Nardi Omero e Bernardoni cav. Ernesto, segretari amministrativi di 3ª classe nel Ministero delle finanze, sono promossi alla 2ª;

Radogna Michele, Cenedese dott. Vittorio, Montesi Alessandro e De-Carolis Roberto, vice segretari amministrativi di 2ª classe id., sono promossi alla reggenza della classe 1ª, conservando l'attuale stipendio;

Luzzatto Giovanni Battista, segretario di ragioneria di 3ª classe id., è promosso alla reggenza della classe 2ª, id. id.;

Quercia Vincenzo, vice segretario id. di 2ª classe id., id. id. della classe 1ª, id. id.;

Ferrero Giacomo, controllore demaniale di 3ª classe, è collocato in aspettativa, per motivi di salute, in seguito a sua domanda, per mesi quattro, a partire dal 1° marzo 1894;

Mijno Giovanni Sisto, ricevitore del registro, id id. id., per tre mesi, id. dal 15 marzo 1894;

Osta Ernesto, agente di 2ª classe nell'amministrazione delle imposte dirette, id. id., per motivi di famiglia id., per tre mesi, id. dal 12 marzo 1894;

Pisone Ernesto, id. di 4ª classe id. id, id. id. id. dal 9 marzo 1894, essendo stato chiamato sotto le armi come militare in congedo illimitato;

Turolla Disma, allievo ufficiale nelle dogane, è dispensato dal servizio dal 5 marzo 1894, dovendo egli soddisfare agli obblighi della leva militare;

Giuliucci Gaetano, ufficiale di 2ª classe id., è collocato a riposo in seguito a sua domanda per anzianità di servizio, a decorrere dal 16 aprile 1894;

Pedetti Edoardo, sottotenente nel corpo delle guardie di finanza, id. id. id. per motivi di salute, id. dal 1° aprile 1894;

Piccaluga Battista, controllore demaniale di 3ª classe, fuori ruolo, è ricollocato in organico a partire dal 1° aprile 1894.

MINISTERO DEL TESORO

Direzione Generale del Debito Pubblico.

Rettifica d'intestazione (2ª *pubblicazione*).

Si è dichiarato che le rendite seguenti del Consolidato 5 0[0, cioè:

num. 899495 d'iscrizione sui registri della Direzione Centrale, per L. 2000, al nome di Moroni-Pesenti Cattina fu Giovanni, nubile;

num. 899496, per L. 2000, al nome di Moroni-Pesenti Lisetta fu Giovanni moglie di Carnazzi Gabriele, annotate d'usufrutto spettante a Dahm Rosina fu Pietro Luigi, vedova di Moroni-Pesenti Giovanni, furono così intestate per errore occorso nelle indicazioni date dai richiedenti all'Amministrazione del Debito Pubblico, mentrechè dovevano invece intestarsi rispettivamente a Moroni-Pesenti Caterina fu Giovanni, nubile e Moroni-Pesenti Elisabetta fu Giovanni, e moglie ecc., vere proprietarie delle rendite stesse.

A termini dell'art. 72 del regolamento sul Debito Pubblico, si diffida chiunque possa avervi interesse che, trascorso un mese dalla prima pubblicazione di questo avviso, ove non sieno state notificate opposizioni a questa Direzione Generale, si procederà alla rettifica di dette iscrizioni nel modo richiesto.

Roma, il 21 marzo 1894.

Il Direttore Generale
NOVELLI.

Rettifica d'intestazione (2ª *pubblicazione*).

Si è dichiarato che la rendita seguente del Consolidato 5 0[0, cioè. N. 928799 d'iscrizione sui registri della Direzione Centrale, per L. 110, al nome di Costa Luigia, Federico ed Angela-Pierina fu *Alessandro*, minori, sotto la patria potestà della madre Corzetto *Gemma*, domiciliati in Genova, fu così intestata per errore occorso nelle indicazioni date dai richiedenti all'Amministrazione del Debito Pubblico, mentrechè doveva invece intestarsi a Costa Luigia, Federico ed Angela Pierina fu *Francesco-Alessandro-Giacomo*, minori, sotto la patria potestà della madre Corzetto *Maria-Carlotta-Lorenza-Gemma*, domiciliati in Genova, veri proprietari della rendita stessa.

A termini dell'art. 72 del Regolamento sul Debito Pubblico, si diffida chiunque possa avervi interesse che, trascorso un mese dalla prima pubblicazione di questo avviso, ove non sieno state notificate opposizioni a questa Direzione Generale, si procederà alla rettifica di detta iscrizione nel modo richiesto.

Roma, il 20 marzo 1894.

Il Direttore Generale
NOVELLI.

Rettifica d'intestazione (2ª *pubblicazione*).

Si è dichiarato che la rendita seguente del Consolidato 5 0[0, cioè: N. 893433 d'iscrizione sui registri della Direzione Centrale, per lire 25, al nome di Vasario *Attilio* e Paolina fu Giacomo, minori, sotto la tutela dello zio Giuseppe Vasario, domiciliati a Torino, fu così intestata per errore occorso nelle indicazioni date dai richiedenti all'Amministrazione del Debito Pubblico, mentrechè doveva invece intestarsi a Vasario *Paolo-Attilio* e Paolina fu Giacomo, minori, ecc. ecc., veri proprietarii della rendita stessa.

A termini dell'art. 72 del regolamento sul Debito Pubblico, si diffida chiunque possa avervi interesse che, trascorso un mese dalla prima pubblicazione di questo avviso, ove non siano state notificate opposizioni a questa Direzione Generale, si procederà alla rettifica di detta iscrizione nel modo richiesto.

Roma, il 19 marzo 1894.

Il Direttore Generale
NOVELLI.

Smarrimento di ricevuta (3ª *pubblicazione*).

Venne dichiarato lo smarrimento della ricevuta rilasciata dalla Intendenza di finanza di Napoli, in data 24 gennaio 1894 col n. 2592 d'ordine e n. 113115 di posizione, pel deposito di n. 10 certificati del consolidato 5 per cento, « 6 dei quali per la rendita complessiva di L. 515 intestati a favore di Tibaldi Giuseppe fu Marcantonio, e gli altri 4, per la rendita di L. 425 intestati a favore di Tibaldi Domenico fu Marcantonio », e così per la rendita complessiva di L. 940, fatto da Tibaldi Giovanni di Domenico.

Si diffida a termine dell'art. 334 del regolamento sul Debito Pubblico chiunque possa avervi interesse che, trascorso un mese dalla data della prima pubblicazione del presente avviso, non intervenendo opposizione di sorta, saranno consegnati al signor Tibaldi Giovanni di Domenico, i titoli al portatore, nei quali furono tramutati i certificati predetti, per la rendita complessiva di L. 940, senza obbligo di esibizione della ricevuta dichiarata smarrita, la quale rimarrà di niun valore.

Roma, 9 marzo 1894.

Il Direttore Generale
NOVELLI.

Smarrimento di ricevuta (3ª *pubblicazione*).

Si è dichiarato lo smarrimento della ricevura rilasciata da questa Direzione Generale il 9 dicembre 1893, sotto il N. 1586, per il deposito di un certificato del consolidato 5 per cento, della rendita di L. 110, con godimento dal 1° luglio 1893, esibito dai signori De Antonis Chiara e Amadori Romeo, per essere tramutato in titoli al portatore.

Si diffida chiunque possa avervi interesse che, ai termini dell'art. 334 del Regolamento 8 ottobre 1870 n. 5942, trascorso un mese dalla data della prima pubblicazione del presente avviso, ove non intervengano opposizioni saranno consegnati ai signori De Antonis Chiara ed Amadori Romeo i nuovi titoli, senza esibizione della ricevuta smarrita, la quale rimarrà di nessun valore.

Roma, 9 marzo 1894.

Il Direttore Generale
NOVELLI.

DIREZIONE GENERALE DELLA STATISTICA

BOLLETTINO DEMOGRAFICO

dei comuni capoluoghi di provincia — mese di febbraio 1894

Per accordo preso colla Direzione della Sanità presso il Ministero dell'Interno, la Direzione della Statistica ha iniziato nel gennaio del 1889 la pubblicazione di un *Bollettino demografico mensile*, che indica, per ogni comune capoluogo di provincia, il numero dei matrimoni, dei nati, dei nati-morti, e dei morti, e per questi ultimi specifica quanti sono morti per vajuolo, per morbillo, per scarlattina, per difterite, per febbre tifoidea, per influenza, per febbre di malaria, per febbre puerperale, per tosse convulsiva, per polmonite acuta, per tisi polmonare e tubercolosi disseminata e per enterite e diarrea.

Il Bollettino viene compilato sulle dichiarazioni mediche originali delle cause di morte e sui prospetti mensili, delle nascite, morti e matrimoni, che servono per la statistica del movimento dello Stato civile.

Siccome il Bollettino riguarda unicamente i comuni capoluoghi di provincia, che sono, in generale, importanti centri di popolazione, nei quali l'aumento annuo è causato più dall' eccedenza delle immigrazioni sulle emigrazioni, che non da quella delle nascite sulle morti, così la popolazione calcolata unicamente prendendo per base la cifra della popolazione di fatto, secondo l'ultimo censimento, ed aggiungendovi la differenza fra il numero dei nati e quello dei morti negli anni successivi riuscirebbe nel più dei casi inferiore alla cifra reale, essendo corsi undici anni dall'ultimo censimento. Conviene perciò che la popolazione sia determinata tenendo conto anche delle risultanze del registro municipale di anagrafe, il quale però presenta sufficienti garanzie d' esattezza solo per ciò che riguarda gli abitanti che hanno residenza nel comune. Per il calcolo della popolazione mutabile od avventizia, in mancanza di dati sicuri, è più prudente attenersi ancora ai risultati dell'ultimo censimento perchè non è possibile tener dietro alle variazioni che avvengono continuamente nella popolazione avventizia delle singole città, per fatto di avori edilizi o di altre opere pubbliche che possono determinare uno aumento temporaneo nel numero di operai e di braccianti, i quali restano nel comune finchè vi trovano occupazione ma non si fanno inscrivere nel registro della popolazione.

Per conseguenza le cifre di popolazione pubblicate in questo Bollettino non danno conto degli aumenti occasionali verificatisi dopo il 1881 per affluenza di operai o braccianti avventizi, e neanche delle diminuzioni che possono essere sopravvenute per sospensione di grandi opere pubbliche.

La cifra della popolazione al 31 dicembre 1892 è stata qui calcolata colle seguenti operazioni, fatte sui dati del registro d'anagrafe municipale.

1° Popolazione presente con dimora stabile nel comune al 31 dicembre 1881, esclusi i militari.

2° Nati vivi appartenenti alla popolazione che ha residenza nel comune, compresi i nati fuori del territorio comunale. dal 1° gennaio 1882 al 31 dicembre 1892.

3° Morti appartenenti alla popolazione che ha residenza nel comune, compresi i morti fuori del territorio comunale, dal 1° gennaio 1882 al 31 dicembre 1892.

4° Immigrati nel comune, iscritti nel registro della popolazione stabile, dal 1° gennaio 1882 al 31 dicembre 1892.

5° Emigrati in altri comuni del Regno od all'Estero, cancellati dal registro di popolazione stabile, dal 1° gennaio 1882 al 31 dicembre 1892

6° Guarnigione al 31 dicembre 1892, secondo lo stato inviato dall'autorità militare.

7° Popolazione trovata con dimora occasionale nel comune, al 31 dicembre 1881.

8° Popolazione al 31 dicembre 1892 (1 + 2 + 4 + 6 + 7 — 3 — 5).

Trattandosi di cifre approssimative, si sono indicate, in cifra tonda, soltanto le migliaia.

Complessivamente i 69 comuni capoluoghi, che al 31 dicembre 1881 avevano 4,509,159 abitanti, ne contavano 5,275,000 al 31 dicembre 1892.

La cifra dei morti per le singole malattie si riferisce ai morti nel comune, appartenenti tanto alla popolazione stabile quanto alla popolazione avventizia; soltanto nelle cifre complessive per tutte le malattie si sono indicati separatamente i morti appartenenti alle due categorie di popolazione.

Questi dati non sono sufficienti per calcolare con esattezza il quoziente di mortalità mensile della popolazione. Se si tiene conto dei viventi e dei morti appartenenti alla popolazione avventizia, il quoziente pecca per eccesso, perchè nelle città che sono capoluogo di provincia hanno sede gli istituti ospitalieri più importanti, gli ospedali militari divisionali, i maggiori stabilimenti carcerari, ecc., nei quali avvengono numerose morti d'individui non appartenenti alla popolazione stabile del comune. Invece, se si calcola il quoziente di mortalità per la sola popolazione stabile, si ottengono cifre troppo basse, perchè il Bollettino non tiene conto degli atti di morti registrati per *trascrizione*, cioè degli individui che avevano residenza nel comune, ma sono morti in altri comuni del Regno od all'Estero. In questo secondo caso però, l'errore che si commette non può essere grave, giacchè nelle grandi città sono relativamente poche le persone morte fuori del luogo di loro dimora abituale. Il Bollettino demografico, varrà a far conoscere le variazioni mensili del quoziente di mortalità, ed il numero dei morti per alcune malattie più comuni o più caratteristiche per determinare le condizioni sanitarie locali. Esso è un complemento del Bollettino sanitario mensile, che si pubblica pure nella *Gazzetta Ufficiale*, e che dà conto dei *casi* di malattia infettiva denunziati dai medici curanti nei singoli comuni del Regno. Essendosi riconosciuto che nelle città popolose, nelle quali vi sono molti medici liberi esercenti, è difficile ottenere da tutti le denunzie richieste, si è cercato di supplire in parte a questa deficienza col mezzo di una statistica mensile dei morti.

COMUNI	Popolazione totale al 31 dicembre 1892 secondo i registri comunali d'anagrafe	NUMERO					NUMERO DEI MORTI PER ALCUNE MALATTIE											
		Dei matrimoni	Dei nati	Dei nati-morti	Dei morti nella popolazione: Residente	Dei morti nella popolazione: Avventizia	Vajuolo	Morbillo	Scarlattina	Difterite	Pertosse	Febbre tifoidea	Influenza	Febbre da malaria	Febbre puerperale	Polmonite crupale e bronco polmonite	Tubercolosi, tisi polmonare, tabe, scrofola e meningite tubercolare	Enterite e diarrea
Alessandria	73500	57	165	6	129	5	—	—	1	1	2	—	1	—	—	11	13	9
Cuneo	29500	8	68	2	47	2	—	—	—	2	—	2	4	—	1	2	4	1
Novara	38000	27	103	1	100	28	—	—	—	3	—	—	1	1	—	27	10	1
Torino	330000	124	555	57	635	47	1	51	6	7	3	1	8	1	—	118	60	18
Genova	212500	145	451	43	471	15	—	1	—	40	—	—	2	—	—	108	27	22
Porto Maurizio	8000	7	17	—	7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Bergamo	(1) 42500	37	91	6	98	12	—	2	—	—	—	—	2	—	1	5	7	5
Brescia	66500	47	149	20	151	20	—	—	—	—	—	—	2	—	1	22	12	11
Como *	32000	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Cremona	36500	20	86	7	85	33	1	—	—	1	—	1	—	—	—	14	14	5
Mantova	29500	13	46	3	83	17	—	—	—	—	—	1	—	—	—	8	9	4
Milano	426500	260	999	25	942	(a)	14	1	1	37	—	4	—	1	—	91	94	36
Pavia	37000	20	77	3	77	17	—	—	—	1	1	1	2	—	—	11	12	1
Sondrio	8000	7	19	—	15	2	—	—	—	—	—	—	2	—	—	2	—	1

(1) Questo comune non ha fornito tutte le notizie richieste sul movimento della popolazione verificatosi dal 31 dicembre 1881 al 31 dicembre 1892; la popolazione, a quest'ultima data, si è dovuta calcolare supponendo che dal 1881 in poi essa abbia continuato ad aumentare annualmente nella stessa proporzione con cui è cresciuta fra il censimento del 1871 e quello del 1881.

* I comuni segnati con asterisco non hanno inviato le notizie in tempo per poterle comprendere nel presente Bollettino.

(a) Manca la divisione dei morti secondochè appartenevano alla popolazione stabile od a quella avventizia.

COMUNI	Popolazione totale al 31 dicembre 1892 secondo i registri comunali d'anagrafe	NUMERO					NUMERO DEI MORTI PER ALCUNE MALATTIE											
		Dei matrimoni	Dei nati	Dei nati-morti	Dei morti nella popolazione: Residente	Dei morti nella popolazione: Avventizia	Vajuolo	Morbillo	Scarlattina	Difterite	Pertosse	Febbre tifoidea	Influenza	Febbre da malaria	Febbre puerperale	Polmonite crupale e bronco polmonite	Tubercolosi, tisi polmonare, tabe, scrofola e meningite tubercolare	Enterite e diarrea
Belluno	17500	40	50	—	30	4	—	—	—	2	—	—	3	—	—	4	6	1
Padova *	79500	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Rovigo	11500	8	25	—	17	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	4	1
Treviso	33500	23	78	3	58	8	—	—	—	1	1	—	5	—	—	9	6	3
Udine	36000	35	66	2	55	12	—	—	—	1	1	—	1	—	—	2	7	2
Venezia	149500	61	306	16	351	23	—	—	—	3	1	2	12	—	—	44	31	22
Verona *	68000	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vicenza	40000	40	97	3	81	22	—	—	—	1	—	—	1	—	—	12	10	2
Bologna	141500	69	264	21	330	26	—	—	—	9	1	1	4	—	—	61	45	10
Ferrara *	85500	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Forlì	44000	26	104	5	132	3	—	—	—	3	—	—	5	—	1	19	9	4
Modena	64500	36	149	5	211	6	—	—	—	16	—	2	7	—	—	36	14	9
Parma	51500	14	129	8	137	32	—	—	—	2	1	1	2	1	—	34	10	5
Piacenza *	37000	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Ravenna	66500	42	148	12	183	(a)	—	—	1	—	—	—	—	3	—	35	8	5
Reggio Emilia *	56000	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Arezzo *	43000	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Firenze	197500	115	364	16	379	50	—	4	—	10	4	5	—	—	—	58	53	7
Grosseto *	9000	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Livorno	104000	67	220	10	201	6	—	1	—	5	—	—	4	—	—	38	21	3
Lucca	76500	69	173	17	130	28	—	—	1	—	1	4	9	—	—	22	13	4
Massa	23500	13	75	6	37	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	8	2	1
Pisa	61500	44	131	6	115	17	1	—	—	2	—	—	3	1	—	19	24	2
Siena	28500	12	48	1	61	30	—	—	—	2	—	2	1	—	—	15	7	6
Ancona	54500	38	164	—	136	—	—	—	—	1	1	1	6	—	—	13	8	6
Ascoli Piceno *	29000	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Macerata	24500	8	66	4	67	2	—	—	—	3	—	1	2	—	—	18	2	2
Pesaro *	24500	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Perugia	54500	28	175	18	107	8	—	3	—	—	—	3	—	—	—	12	6	1
Roma	440000	212	938	66	718	176	—	14	—	6	2	4	27	4	—	158	114	28
Aquila degli Abruz.	(1) 20500	7	63	4	55	1	—	—	—	2	—	—	1	—	1	12	—	1
Campobasso	(1) 15500	9	47	2	33	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	5	3	3
Chieti	24500	13	67	6	49	2	—	—	—	—	—	2	1	—	—	5	3	1
Teramo	(1) 21000	12	74	3	64	—	—	—	—	—	—	10	3	—	1	8	2	6
Avellino	26500	9	69	8	46	2	—	—	—	—	—	—	3	—	—	12	1	1
Benevento *	26000	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Caserta	34000	12	115	9	96	—	—	—	—	—	—	1	7	1	—	29	6	3
Napoli	532500	227	1545	113	1524	64	—	2	1	3	3	2	15	—	1	139	116	59
Salerno *	39000	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Bari delle Puglie *	74000	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Foggia	44500	23	151	10	159	9	8	—	1	14	—	5	6	4	—	34	6	14
Lecce	29500	13	72	1	47	—	—	—	—	—	—	—	1	2	—	6	2	4
Potenza	18500	14	43	2	31	1	—	—	—	1	—	—	1	—	—	8	1	2
Catanzaro	(1) 33500	19	98	10	126	—	—	1	—	—	—	2	5	4	—	15	6	12
Cosenza	19500	17	79	1	38	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	3	4
Reggio di Calabria *	43000	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Caltanissetta	(1) 36000	14	104	6	79	—	—	—	1	—	—	—	1	1	—	5	2	5
Catania *	119500	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Girgenti	24000	7	65	6	59	4	—	—	—	9	—	—	—	1	—	5	4	7
Messina *	141000	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Palermo *	273000	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	—	—	—	—	—
Siracusa	28000	16	87	4	58	4	—	—	—	—	2	1	1	1	—	8	7	2
Trapani *	46000	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Cagliari	42000	19	116	8	84	11	—	1	—	3	2	—	1	2	—	15	8	—
Sassari	(1) 41000	24	100	3	97	—	—	—	—	12	—	1	2	1	—	25	8	7

Roma, addì 2 aprile 1894.

(1) Questo comune non ha fornito tutte le notizie richieste sul movimento della popolazione verificatosi dal 31 dicembre 1881 al 31 dicembre 1892; la popolazione, a quest'ultima data, si è dovuta calcolare supponendo che dal 1881 in poi essa abbia continuato ad aumentare annualmente nella stessa proporzione con cui è cresciuta fra il censimento del 1871 e quello del 1881.

* I comuni segnati con asterisco non hanno inviato le notizie in tempo per poterle comprendere nel presente Bollettino

(a) Manca la divisione dei morti secondochè appartenevano alla popolazione stabile od a quella avventizia.

CONCORSI

R. UNIVERSITA' DEGLI STUDI DI ROMA

Avviso di concorso ad un posto di studio della Fondazione Corsi

(*Regolamento approvato con R. decreto* 7 *luglio* 1881 *num.* 396, *serie* 3ª, *per la collazione dei posti di studio della* Fondazione Corsi – *Regolamento speciale della Facoltà di Giurisprudenza, in data 7 ed 11 marzo 1882, relativo al conferimento dei detti posti e deliberazione della Facoltà stessa in data 8 marzo 1894*).

È aperto il concorso, fra i *laureati* nella Facoltà di Giurisprudenza, ad *un* posto di studio della *Fondazione Corsi;* con le norme seguenti:

Art. 1.

Possono concorrere coloro che documenteranno di avere conseguita la laurea in Giurisprudenza, in questa Università, negli anni scolastici 1890-91 e 1891-92, dopo avervi frequentato lodevolmente i corsi da almeno due anni.

Art. 2.

Le istanze per ammissione al concorso (in carta bollata da centesimi 50), dovranno essere inviate, coi relativi documenti, al Preside della Facoltà, entro 40 giorni dalla data del presente avviso.

Art. 3.

Il concorso verserà sul *Diritto Commerciale* ed i candidati dovranno svolgere, a scelta, uno dei temi seguenti:

1. La moratoria.
2. Contratti differenziali.
3. La liquidazione delle Società commerciali.

Art. 4.

Il tempo utile per la presentazione della dissertazione scade col giorno 30 settembre p. v.

Art. 5.

Il concorso sarà deciso entro il successivo mese di novembre e per conseguire il premio occorrerà avere ottenuto 2|3 dei punti, di cui disporrà la Commissione esaminatrice.

Art. 6.

Il premio, di L. 75 mensili, dura un anno, e per ritirare le quote, nei mesi di lezione, si dovrà esibire un attestato di diligenza, da rilasciarsi dal professore della materia, nella quale il premiato deve perfezionarsi.

Art. 7.

Il premiato assume l'obbligo di continuare gli studi ed un mese prima della scadenza dell'ultima rata di premio, dovrà rimettere, al Preside della Facoltà, una relazione che dia prova del profitto riportato.

Non saranno accettate le scritture che non sieno fatte con una calligrafia chiara e intelligibile.

Con altro avviso sarà indicato il giorno in cui avrà luogo l'esame orale.

Roma, addì 30 marzo 1894.

Il Rettore
L. MAURIZI.

1

PARTE NON UFFICIALE

DIARIO ESTERO

Il *Journal des Débats* riassume la situazione al Brasile come appresso:

« Da un lato vediamo un governo indeciso e poco atto a profittare del suo recente successo a Rio; dall'altro, degli insorti che dispongono di truppe relativamente numerose e di una marina relativamente potente, padroni di tre Stati i quali (questo particolare è importante) abitati da una popolazione robusta, forniscono i soldati più vigorosi del Brasile.

« Una sola cosa v'è da temere per essi ed è che, prolungandosi le ostilità, nascano dei dissidi nel loro partito. Gli avvenimenti di Rio Janeiro sono giunti a proposito per dimostrar loro la necessità di un'unione indissolubile e di un'azione pronta e vigorosa.

« Il governo provvisorio di Desterro, il quale mancava forse di prestigio non esiste più e diggià vediamo entrare in iscena e mettersi in prima linea l'uomo politico che si può chiamare il capo civile della rivoluzione, il sig. Silveira Martins.

« Il sig. Martins si trova oggi a Paranagua ove sta costituendo un governo regolare e si pronunciano perfino i nomi di due dei membri di questo governo, i signori Maciel e Ferreira de Mello, tutti e due suoi devoti aderenti ed intimi amici. Non ostante l'identità dei nomi, il sig. Ferreira de Mello non è legato da nessun vincolo di parentela coll'ammiraglio Custodio de Mello.

« Insomma, la causa della rivoluzione non fu punto compromessa dagli avvenimenti di Rio Janeiro; sarebbe più giusto il dire che essa entra in una nuova fase, quella delle battaglie decisive. Gli insorti sembrano risoluti di lottare fino alla fine e per chi conosce l'ostinazione che mettono le nazioni sud-americane nelle loro rivendicazioni politiche, l'arditezza ed il vigore con cui le sostengono, la continuazione delle ostilità è fuori di dubbio.

« Le ostilità non cesseranno che con l'annientamento dell'un partito o dell'altro. Ma mentre la rivoluzione progredisce nel sud, il disgraziato Brasile agonizza; chiunque sia il vincitore è sopra rovine che esso riporterà il suo trionfo. »

***

Lord Rosebery, scrive l'*Indépendance Belge*, deve essersi reso conto del carattere precario della sua maggioranza, dell'impossibilità di governare lungo tempo con essa, però che ha posto in testa del suo programma, prima d'ogni altra, una misura legislativa destinata evidentemente a regolare le condizioni di un prossimo appellό al paese. Il *bill* relativo che riguarda la registrazione degli elettori e la procedura elettorale, riduce a tre mesi il termine d'iscrizione che si richiede per rendere valevole l'esercizio del diritto di suffragio, ma contiene inoltre una modificazione ben più importante del regime esistente, nel senso che esso stabilisce la simultaneità delle elezioni, realizzando per tal modo, in via indiretta e senza legge speciale, il principio dell'*one man one vote* (un solo voto per ogni elettore), principio sostenuto sempre dal sig. Gladstone.

Il regime finora in vigore permetteva ai cittadini ricchi di votare in tutti i collegi in cui possedevano una proprietà, e le elezioni generali si facevano entro un periodo da quindici giorni a tre settimane. Colle elezioni simultanee questo sistema cesserebbe quasi interamente, poichè sarebbe impossibile che un elettore si presentasse nello stesso giorno in parecchi collegi. E così l'eguaglianza si troverebbe stabilita in fatto, se non in diritto, tra tutti i cittadini.

I conservatori hanno compresa tutta l'importanza del *bill*, epperò si preparano a combatterlo.

Da parte sua il governo domandando la precedenza per questa misura, rivela il suo intimo convincimento che la sua maggioranza lo costringerà tra breve a sciogliere la Camera e a tentare la prova delle urne.

***

Nella seduta del 29 marzo del Consiglio degli Stati della Svizzera, il sig. Ruffy, capo del dipartimento della giustizia, ha chiesto che sia posto all'ordine del giorno il progetto di legge relativo ai delitti contro la sicurezza pubblica.

Non essendosi sollevata nessuna opposizione, il Consiglio ha adottato successivamente, senza discussione ed all'unanimità, tutti gli articoli del progetto.

La nuova legge è composta di otto articoli. Colui che fa uso di esplosivi con intenti criminosi è punito con dieci anni di reclusione. Colui che fabbrica degli esplosivi o dà istruzioni per la loro fabbricazione, sarà condannato a cinque anni. L'eccitamento a commettere dei delitti contro le persone e le proprietà, viene colpito con un *minimum* di sei mesi di reclusione. È punito pure lo stesso delitto commesso per mezzo della stampa.

IL CONGRESSO MEDICO

L'indole di questo giornale e lo spazio limitato ch'esso concede alla parte non ufficiale, non ci consente di seguire in tutte le sue solenni manifestazioni questo avvenimento scientifico — che, appunto per la sua importanza, e il suo significato internazionale, fa riscontro e dà quasi compimento alle feste Colombiane di Genova, e a quelle celebratesi l'anno scorso qui in Roma per celebrare le nozze d'argento dei nostri Sovrani.

D'altronde ove si consideri che il lavoro si svolge contemporaneamente in 19 sezioni, che le memorie presentate alla discussione ascendono a 4000 -- ove si rifletta alla gravità dei problemi scientifici che in quelle dotte discussioni si svolgono, si comprenderà di leggeri, come sarebbe arduo cómpito, e grave responsabilita il tentare di rendere conto di quelle discussioni e che il farlo oltrepasserebbe le competenze di un giornale non scientifico.

Ci limiteremo dunque a seguire questo avvenimento con un breve riassunto, riserbandoci di far conoscere ai nostri lettori le più importanti conclusioni a cui questo attivo e certo fecondo lavoro approderà.

***

Fra i discorsi pronunciati nella cerimonia d'inaugurazione, oltre a quello da noi riferito di S. E. il Presidente del Consiglio e quello latino di S E. il Ministro Baccelli, meritano di essere segnalati quelli dell'illustre Virchow e quello del rappresentante francese prof. Bouchard, entrambi affermanti con pari calore i vincoli di solidarietà fra gli scienziati di tutti i paesi per una cooperazione disinteressata al progresso della umanità.

Parlarono pure i rappresentanti dell'Austria, del Belgio, dell'Egitto e della Danimarca, dell'Inghilterra e della Norvegia, dell'Olanda, del Portogallo, della Rumenia, della Russia, della Svizzera, dell'Ungheria, alcuni nella loro lingua nazionale - essendo ammesse come lingue ufficiali oltre la nostra, la francese, l'inglese e la tedesca, - altri, come quelli di Norvegia ed Olanda, in italiano.

E qui giova ricordare che i rappresentanti esteri sono 372 sui 7612 congressisti.

Un altro dato statistico interessante.

Il primo Congresso medico si tenne a Parigi nel 1867 — a questo intervennero 1322 medici — al secondo, tenutosi a Firenze, 357 — al terzo, a Vienna, 1200; poi, nei successivi, 500 ad Amsterdam, altrettanti a Copenaghen, 3000 a Londra, 342 a Bruxelles e 3000 a Washington.

All'ultimo, tenutosi a Berlino, il numero veramente grande di 5727, parve che non sarebbe stato mai superato; ma Roma lo superò di oltre 2000;

Nella seduta inaugurale, su proposta di Virchow, accolta per acclamazione, si stabilì che il Comitato provvisorio del Congresso diventasse definitivo.

Nella giornata di venerdì le 19 sezioni presero in esame 331 memorie.

Nel pomeriggio tennero conferenze all'Eldorado i professori Virchow, Bouchard, e Babes — con grande concorso di scienziati.

In tale occasione il dottor Casati di Forlì, a nome della sua città, in cui è nato il Morgagni, offerse una medaglia all'illustre Virchow, che gradì molto la offerta e si estese a parlare con grande competenza dell'illustre clinico italiano.

Anche nella giornata di sabato fu attivissimo il lavoro — essendosi presentate oltre 450 relazioni.

All'Eldorado tennero conferenza, presentati dal Ministro Baccelli, i professori Foster (di Cambridge), Nothnagel (di Vienna), Lasche (di Cristiania).

Nella giornata di sabato i Sovrani visitarono la Esposizione Igienica — ideata e diretta dal prof. comm. Pagliani — Esposizione che per la ricchezza degli oggetti esposti, per le novità di alcuni fra essi e per la intelligente disposizione, riscuote l'ammirazione di tutti gli scenziati italiani e stranieri.

***

Non è qui il luogo d'estenderci sulla serata di gala al Costanzi, sui varj ricevimenti e banchetti, uno dei quali splendidissimo fu dato nelle sue sale da S. E. Baccelli, e uno iersera nella sala Umberto I di 200 coperti con intervento di S. E. Crispi e di tutti i Ministri sarà certo la più nuova di tutte nè delle gite di divertimento e di studio, nè delle corse velocipedistiche a Tor di Quinto.

Ricorderemo solo che quest'oggi, alle 4, v'è la *Gaden-party* nei giardini del Quirinale, e questa sera la illuminazione della platea archeologica che sarà certo la festa più geniale di questo periodo.

FRANCE ET ITALIE

Leur commerce d'autrefois et celui d'aujourd'hui

È il titolo di un breve ma importante scritto, testè pubblicato (Paris, Imprimerie Chaix, 1894) dalla Camera di commercio italiana, a Parigi.

Tutta la stampa nostrana se ne occupò con parole di meritata lode: è un confronto tra ciò che erano, nelle cifre del relativo valore, gli scambi internazionali tra la Francia e l'Italia, e le condizioni nelle quali ora sono caduti.

La Camera di commercio italiana ha saviamente intralasciato riflessioni e commenti, lasciando parlare l'evidenza delle cifre.

« L'intento nostro, premette la Memoria, è quello di illuminare il « pubblico, di esporre in tutta la loro eloquenza, le cifre, per modo « che al di qua e al di là delle Alpi, possa formarsi un'opinione pre« cisa sulle condizioni del commercio franco-italiano, quali sono in « oggi, quali erano dapprima, lasciando ai governi dei due paesi, la « cura di trovare un rimedio allo stato presente ».

Il commercio internazionale tra la Francia e l'Italia ascendeva nel 1867 a lire 827,165,413: nel 1893 vedesi segnato col valore di 262,508,000, presentando quindi una diminuzione di oltre mezzo miliardo! che ad una decina circa di differenza, si ripartisce egualmente fra i due paesi: il commercio francese è diminuito di 288 milioni (cifra tonda), quello dell'Italia di 275...

Il movimento annuale degli scambi che al finire del 1887 si era svolto in condizioni quasi normali, nel 1888, in causa delle relazioni commerciali interrotte, subisce una diminuzione del 49 per 0|0, che nel 1893 giunge al 71 per 0|0.

Questi i risultati complessivi: dei quali abbiamo parzialmente ragione, rispetto alla qualità delle merci importate ed esportate, tra i due paesi, dal seguente prospetto statistico; il primo relativo alle merci dall'Italia esportate in Francia, cioè:

		Nel 1887		Nel 1893
Vini comuni e liquori da	L.	97,304,000	à	4,441,000
Sete greggie	»	36,141,000	»	28,536,000
Sete lavorate	»	35,700,000	»	4,106,000
Olio d'oliva	»	19,780,000	»	5,860,000
Bestiame	»	11,855,000	»	408,000
Borra di sete e cascami	»	8,491,000	»	5,075,000
Frutti freschi	»	5,756,000	»	2,339,000
Pelli greggie	»	5,604,000	»	4,224,080
Riso	»	5,253,000	»	705,000
Legname	»	4,947,000	»	1,274,000
Uova di gallina e selvaggina	»	4,630,000	»	1,384,000
Prodotti chimici	»	4,162,000	»	1,378,000
Selvaggina e pollame vivo	»	4,022,000	»	2,107,000
Burro	»	3,432,000	»	2,861,000
Carni fresche e salate	»	3,013,000	»	121,000
Canapa cardata	»	2,483,000	»	1,233,000
Treccie di paglia	»	2,034,000	»	1,531,000
Zolfo depurato	»	552,000	»	9,000
Ebbero invece aumento, nell'esportazione le seguenti merci:				
Canapa greggia e stoffe, da	L.	5,440,000	à	6,261,000
Zolfo non depurato	»	5,390,000	»	9,666,000
Sommacco	»	2,627,000	»	3,251,000
Marmi	»	1,842,000	»	2,051,000
Diverse	»	37,252,000	»	50,631,000
Totale da	L.	307,710,000	à	139,452,000

Ecco ora l'altra parte della medaglia, la statistica cioè della diminuzione dei principali prodotti della Francia importati in Italia:

		Nel 1887		Nel 1892
Stoffe, passamanterie ecc. in seta, da	L.	36,962,000	à	10,574,000
Id. id. in lana	»	29,246,000	»	9,352,000
Id. id. in cotone	»	15,710,000	»	1,762,000
Articoli di Parigi, scatole ecc.	»	13,472,000	»	2,733,000
Lavori in ghisa, ferro, acciaio, bronzo ecc.	»	13,138,000	»	4,910,000
Zuccaro e prodotti coloniali	»	11,283,000	»	2,326,000
Prodotti chimici, profumerie, resine, medicinali	»	10,867,000	»	4,803,000
Pelli operate, e lavori in pelle	»	9,541,000	»	4,525,000
Carta, libri, e lavori in cartone	»	8,000,000	»	1,602,000
Macchine e pezzi staccati	»	7,442,000	»	1,011,000
Porcellane, majoliche, cristalli	»	7,321,000	»	2,261,000
Lavori d'orificeria, gioje ecc.	»	7,301,000	»	2,110,000
Bestie da soma	»	7,008,000	»	926,000
Colori e vernici	»	6,373,000	»	3,435,000
Pesci secchi, salati	»	6,265,000	»	1,749,000
Lavori in legno e paglia	»	6,232,000	»	2,617,000
Tessuti, passamanterie in lino e canapa	»	5,913,000	»	475,000
Formaggio	»	3,886,000	»	541,000
Strumenti ottici, di fisica	»	3,227,000	»	597,000
Olii puri (non d'oliva)	»	2,883,000	»	46,000
Grasso	»	2,224,000	»	1,503,000
Vino in botte e bottiglie	»	1,546,000	»	525,000
Penne da guarnizioni	»	1,030,000	»	571,000
Acido stearico	»	828,000	»	710,000

Se si aggiungono le cifre di parecchi altri prodotti, sete greggie (in aumento), lane, bozzoli, seme bachi, ecc., si scende da un totale di L. 326,055,000 (1877) a L. 168,643,000 (1892).

Ci piacerebbe, colla scorta delle diligenti indagini della Camera di commercio italiana in Parigi, notare ancora le variazioni e il progressivo decrescere degli scambi, almeno pei principali prodotti, fra l'Italia e Francia a seconda del mutato regime doganale, ma dovremmo andar oltre ai limiti di questo rapido cenno, inteso solo a segnalare questa importante pubblicazione di quella operosa e benemerita Camera di commercio.

NOTIZIE VARIE

Musei capitolini. — Per poter preparare quant'occorre per il ricevimento dei signori congressisti in Campidoglio, oggi lunedì 2 e martedì 3 aprile, i Musei capitolini rimarranno chiusi nelle ore in cui di consueto sono aperti ai visitatori.

TELEGRAMMI

(AGENZIA STEFANI)

MADRID, 1 — Una violenta tempesta imperversa sulle coste della Spagna.

Si dice che un vapore italiano sia naufragato ad Algesiras.

LIMA, 1 — Corre voce che il Presidente della Repubblica, generale Bermudez, sia morto.

Gli affari sono sospesi. Si temono disordini.

LONDRA, 1 — La bomba rinvenuta in un albergo di Blackheath, è considerata come uno scherzo.

TORINO, 1 — S. A. R. la duchessa di Genova madre è arrivata stamane da Roma, e fu ricevuta alla stazione da S. A. R. il Principe Tommaso, dal Prefetto e dalle altre autorità.

VENEZIA, 1 — È giunta, iersera, la R. nave *Volturno*, con a bordo S. A. R. il Duca degli Abruzzi.

MADRID, 1. — È stato firmato il trattato di commercio tra la Spagna ed il Belgio.

RIO-JANEIRO, 1. — I rappresentanti esteri cercano di appianare la vertenza tra il Brasile ed il Portogallo circa gli insorti, che si sono rifugiati a bordo delle navi portoghesi.

Le truppe del maresciallo Floriano Peixoto sono arrivate a Curitiba, e trovarono quella città sgombrata dagli insorti.

BUDAPEST, 1. — Ebbero luogo oggi i funerali di Kossuth, i quali riuscirono eccezionalmente solenni.

La giornata è magnifica.

Si calcola che le persone arrivate espressamente dalla provincia per assistere ai funerali, ascendano a circa 500,000.

Più di 1000 deputazioni con bandiere vennero dalle varie città dell'Ungheria.

I negozi rimasero chiusi.

Fin dalle prime ore del mattino, una folla enorme occupava i dintorni del *Museo* ed i *boulevards*, pei quali il corteo funebre doveva passare.

Le finestre ed i balconi di tutte le case erano gremiti. Tutti i cittadini vestono a lutto.

La circolazione delle vetture e dei tramways fu sospesa durante i funerali.

Il servizio d'ordine pubblico fu affidato esclusivamente alla guardia volontaria composta, per la maggior parte, della gioventù ungherese.

Al *Museo* la cerimonia funebre cominciò alle ore 10 ant. Erano presenti i membri della famiglia Kossuth, le deputazioni dei Magnati, della Camera dei Deputati, degli Honved del 1848, del municipio di Budapest e numerosi invitati.

Venne cantato l'inno nazionale; poi il pastore evangelico, Sarkany, recitò le preghiere di rito, e quindi parlò eloquentemente di Kossuth, chiamandolo il più gran figlio della Nazione, e il fondatore della libertà e della costituzione ungherese.

Poscia l'illustre romanziere, deputato Jokai, prese la parola, a nome della Camera dei Deputati e fece l'elogio di Kossuth, esaltandone i meriti e le virtù.

Disse che Kossuth si sacrificò per la patria, diede la libertà e l'uguaglianza alla nazione, fondò la democrazia, emancipò la stampa, e

-colla sua parola eloquente entusiasmò per la libertà i popoli ungheresi e stranieri.

Infine, il Borgomastro di Budapest, Gerloczy, parlò a nome del Municipio, e disse che la tomba di Kossuth sarà sempre una mèta di pellegrinaggio, e darà forza alla Nazione nei momenti di pericolo.

Finiti i discorsi, la bara fu posta sopra un carro parato a lutto e tirato da otto cavalli.

I cordoni erano tenuti da deputati e consiglieri municipali.

Il carro funebre era preceduto da oltre venti carri, con più di mille corone.

Lo splendido corteo procedette in grande ordine sui *boulevards* del Museo e di Carlo Andrassy.

L'enorme folla silenziosa e commossa, si scopriva il capo al passaggio del feretro.

Molti piangevano.

Nessun membro del Governo assistette ai funerali di Kossuth.

BUDAPEST, 1°. — Il corteo funebre di Kossuth arrivò al cimitero alle ore 2 pom.

Sulla tomba di Kossuth pronunziarono eloquenti parole il deputato Justh, presidente del partito indipendente, ed il deputato Hermann, presidente della frazione Eoetvoes; poscia parlarono uno studente, a nome della gioventù universitaria, e Pechy a nome degli Honved del 1848.

Al cimitero tutti s'inginocchiarono dinnanzi la tomba di Kossuth, e diedero, piangendo, l'ultimo addio al gran morto.

Non vi fu alcun incidente.

RIO-JANEIRO, 1°. — La Legazione del Brasile presso la Santa Sede ricevette da Rio-Janeiro, in data di ieri, il seguente dispaccio:

« A Sarandy (Rio Grande), il generale Hypolito ebbe uno scontro colla maggior parte delle truppe degli insorti e le sconfisse, uccidendo oltre 500 uomini, facendo gran numero di prigionieri e impadronendosi di grande quantità di munizioni e di oltre 4000 cavalli.

« Il colonnello Sampaio insegue gli insorti sbandati nella fuga. »

OSSERVAZIONI METEOROLOGICHE

fatte nel R. Osservatorio del Collegio Romano.

Il dì 31 marzo 1894.

Il barometro è ridotto al zero. L'altezza della stazione è di metri 49.6.

Barometro a mezzodì 757.7
Umidità relativa a mezzodì 82
Vento a mezzodì . . . . . . Nord Est moderato.
Cielo . . . . piovigginoso.
Termometro centigrado . . . . { Massimo 13.°0. / Minimo 9.°0. }
Pioggia in 24 ore: mm. mm. 5.0.

Li 31 marzo 1894.

In Europa pressione elevata intorno alla Russia meridionale, sensibilmente bassa lungo le coste occidentali, minima nel Mediterraneo occidente. Kiev 775; Biarritz 755; Malta 751.

In Italia nelle 24 ore: barometro notabilmente disceso specialmente al Sud e in Sicilia; venti intorno al levante, forti in Sardegna, e Sicilia, freschi ad abbastanza forti altrove; diverse pioggiarelle nell'Emilia e nelle Marche, al Centro e Sud del continente, pioggie in Sardegna e Sicilia; mare agitato lungo la costa sicula e sarda.

Stamane: cielo coperto o piovoso al Centro e Sud, coperto al Nord; levante forte sull'Italia inferiore, qua e là fresco altrove; barometro da 761 a 762 mm. al Nord, a 761 a Lecce, depresso 753 Sardegna, a 751 a Malta.

Mare agitato lungo le coste meridionali.

Probabilità: venti freschi ad abbastanza forti del primo quadrante specialmente al Sud; cielo nuvoloso e coperto con pioggie particolarmente sull'Italia inferiore, mare mosso o agitato.

BOLLETTINO METEORICO

DELL' UFFICIO CENTRALE DI METEOROLOGIA E GEODINAMICA

Roma, 31 marzo 1894.

STAZIONI	STATO DEL CIELO 8 m.	STATO DEL MARE 8 m.	TEMPERATURA Massima	
			Massima	Minima
			nelle 24 ore precedenti	
Porto Maurizio . .	coperto	mosso	17 8	10 2
Genova	coperto	legg. mosso	16 3	11 3
Massa Carrara . .	coperto	calmo	16 0	10 2
Cuneo	piovoso	—	10 6	4 0
Torino.	coperto	—	13 9	8 4
Alessandria . . .	coperto	—	15 3	8 3
Novara. . . .	coperto	—	16 2	7 2
Domodossola . .	coperto	—	15 0	5 5
Pavia	nebbioso	—	15 7	6 3
Milano.	coperto	—	17 6	8 8
Sondrio	3/4 coperto	—	16 7	6 8
Bergamo	caligine	—	14 8	7 0
Brescia	coperto	—	17 6	10 0
Cremona	coperto	—	16 6	6 8
Mantova	coperto	—	17 0	7 0
Verona	coperto	—	17 4	10 8
Vicenza	—	—	—	—
Belluno	coperto	—	17 6	6 3
Udine	3/4 coperto	—	18 6	8 2
Treviso	coperto	—	17 3	9 0
Venezia	coperto	mosso	15 6	7 8
Padova	coperto	—	16 7	8 3
Rovigo.	coperto	—	17 8	6 8
Piacenza	coperto	—	15 4	6 1
Parma	coperto	—	15 5	6 4
Reggio Emilia . .	coperto	—	16 3	7 2
Modena	coperto	—	15 8	1 8
Ferrara	coperto	—	15 8	6 2
Bologna	coperto	—	15 2	6 5
Ravenna	—	—	—	—
Forlì	3/4 coperto	—	14 8	3 6
Pesaro.	coperto	calmo	13 7	3 9
Ancona	coperto	calmo	13 0	9 0
Macerata	coperto	—	12 8	3 0
Ascoli Piceno . .	coperto	—	13 5	4 0
Perugia	coperto	—	15 1	6 0
Camerino. . . .	coperto	—	10 4	3 8
Pisa.	coperto	—	18 0	7 6
Livorno	coperto	calmo	16 8	7 0
Firenze	coperto	—	18 0	9 4
Arezzo.	coperto	—	13 7	8 0
Siena	coperto	—	14 4	6 0
Grosseto	3/4 coperto	—	16 4	9 4
Roma	piovoso	—	16 3	9 0
Teramo	coperto	—	15 2	5 3
Chieti	piovoso	—	12 8	2 8
Aquila.	coperto	—	10 8	4 0
Agnone	piovoso	—	11 8	0 3
Foggia.	—	—	—	—
Bari.	coperto	calmo	13 8	8 8
Lecce	coperto	—	17 6	9 5
Caserta	piovoso	—	17 5	7 7
Napoli.	piovoso	calmo	14 1	7 5
Benevento . . .	piovoso	—	15 0	7 5
Avellino	piovoso	—	13 0	5 5
Salerno	—	—	—	—
Potenza	piovoso	—	9 3	2 8
Cosenza	coperto	—	12 0	2 6
Tiriolo.	nebbioso	—	5 4	— 2 1
Reggio Calabria .	coperto	mosso	14 9	7 8
Trapani	3/4 coperto	calmo	17 1	12 6
Palermo	3/4 coperto	agitato	18 1	10 3
Porto Empedocle .	coperto	molto agitato	16 0	11 0
Caltanissetta. . .	piovoso	—	8 8	2 0
Messina	piovoso	molto agitato	14 6	9 8
Catania	coperto	agitato	13 9	8 2
Siracusa	coperto	tempesta	15 6	11 4
Cagliari	3/4 coperto	agitato	15 0	11 0
Sassari.	3/4 coperto	—	11 9	8 1

LISTINO OFFICIALE della Borsa di Commercio di Roma del dì 31 marzo 1894.

GODIMENTO	Valore nominale	Valore versato	VALORI AMMESSI A CONTRATTAZIONE IN BORSA	PREZZI IN CONTANTI	Cor. Med.	PREZZI IN LIQUIDAZIONE Fine corrente	PREZZI IN LIQUIDAZIONE Fine prossimo	PREZZI nominali
1 gennaio 94	—	—	RENDITA 5 0/0 1ª grida		— —		86,72 1/2 70 65 67 1/2	— —
»	—	—	RENDITA 5 0/0 2ª grida	86,50 52 1/2 55	86 53 1/4			— —
»	—	—	detta (piccolo taglio)	87,60 65	— —			— —
1 ottobre 93	—	—	detta 3 0/0 1ª grida		— —			— —
»	—	—	detta 3 0/0 2ª grida		— —			55 —
»	—	—	Certificati sul Tesoro Emissione 1860-64		— —			94 —
»	—	—	Obbligazioni Beni Ecclesiastici 5 0/0		— —			88 50
»	—	—	Prestito Romano Blount 5 0/0		— —			93 50
1 dicem. 93	—	—	» Rothschild		— —			106 —
			Obbligazioni Municipali e Credito Fondiario		Cor. Med.			
1 luglio 93	500	500	Obb.i Municipio di Roma 5 0/0		— —			— —
1 ottobre 93	500	500	dette 4 0/0 1ª Emissione		— —			428 —
»	500	500	dette 4 0/0 2ª a 8ª Emissione		— —			420 —
1 giugno 93	500	500	Obb.i Comune di Trapani 5 0/0		— —			497 —
1 ottobre 93	500	500	» Cred. Fond. Banco S. Spirito		— —			368 —
»	500	500	» » » Banca Nazionale 4 0/0		— —			465 —
»	500	500	» » » » » 4 1/2 0/0		— —			477 —
»	500	500	» » » Banco di Sicilia		— —			— —
»	500	500	» » » » di Napoli		— —			— —
»	500	500	» » » Opere di S. Paolo 5 0/0		— —			— —
»	500	500	» » » » » » 4 1/2 0/0		— —			— —
			Azioni Strade Ferrate					
1 gennaio 94	500	500	Az.i Ferr.e Meridionali		— —			608 —
»	500	500	» » Mediterranee		— —			456 —
1 luglio 93	250	250	» » Sarde (Preferenza)		— —			— —
1 ottobre 93	500	500	» » Palermo, Mar. Trap. 1ª e 2ª Em.		— —			— —
1 luglio 93	500	500	» » della Sicilia		— —			— —
			Azioni Banche e Società diverse					
8 agosto 93	1000	700	Az.i Banca Nazionale		— —			910 —
1 gennaio 93	1000	1000	» » Romana		— —			350 —
1 luglio 13	300	300	» » Generale		— —			70 —
1 gennaio 91	500	500	» » di Roma		— —			135 —
1 gennaio 89	8333	8333	» » Tiberina		— —			15 —
1 ottobre 91	500	500	» » Industriale e Commerciale		— —			75 —
1 luglio 93	500	400	» Soc. di Credito Mobiliare Italiano		— —			154 —
1 gennaio 88	500	500	» » di Credito Meridionale		— —			— —
15 ottobre 93	500	500	» » Anglo-Romana per l'Illuminazione di Roma col Gas ed altri sistemi.		— —			643 —
1 gennaio 94	500	500	» » Acqua Marcia		— —			1015 —
1 gennaio 93	500	500	» » Italiana per Condotte d'acqua		— —	101	103	— —
1 luglio 92	500	500	» » Immobiliare		— —			36 —
1 luglio 90	150	150	» » dei Molini e Magazzini Generali		— —			85 —
1 gennaio 89	100	100	» » Telefoni ed App.i Elettriche		— —			— —
1 gennaio 90	300	300	» » Generale per l'Illuminazione		— —			290 —
1 gennaio 93	125	125	» » Anonima Tramway Omnibus		— —			145 —
1 gennaio 89	150	150	» » Fondiaria Italiana		— —			— —
1 ottobre 90	250	250	» » delle Min. e Fond. Antimonio		— —			— —
»	200	200	» » dei Materiali Laterizi		— —			— —
1 luglio 93	500	500	» » Navigazione Generale Italiana		— —			260 —
1 gennaio 90	250	250	» » Metallurgica Italiana		— —			70 —
1 gennaio 93	250	250	» » della Piccola Borsa di Roma		— —			198 —
1 gennaio 90	100	100	» » Caoutchouc		— —			12 —
1 gennaio 92	250	250	» » An. Piemontese di Elettricità		— —			120 —
1 gennaio 93	250	250	» » Risanamento di Napoli		— —		38 42 40	— —
»	250	250	» » di Credito e d'industria Edilizia		— —			— —

GODIMENTO	Valore nominale	Valore versato	VALORI AMMESSI A CONTRATTAZIONE IN BORSA	PREZZI IN CONTANTI	Cor. Med.	IN LIQUIDAZIONE Fine corrente	IN LIQUIDAZIONE Fine prossimo	PREZZI nominali
			Azioni Società Assicurazioni					
1 gennaio 93	100	100	Az.i Fondiaria - Incendio	. . . .	— —	. . . . .	. . . .	64 —
»	250	125	» » - Vita	. . . .	— —	. . . . . .	. . . . . .	120 —
			Obbligazioni diverse					
1 gennaio 94	500	500	Obb.i Ferroviarie 3 0[0 Emissione 1887-88-89.	. . . . .	— —	. . . .	. . . . . .	276 —
1 luglio 93	1000	1000	» » Tunisi Goletta 4 0[0 (oro).	. . . .	— —	. . . .	. . . . . .	— —
»	500	500	» Strade Ferrate del Tirreno	. . . .	— —	. . . .	. . . . . .	464 —
1 ottobre 93	500	500	» Soc. Immobiliare	. . . .	— —	. . . .	. . . . . .	215 —
»	250	250	» » » 4 0[0	. . . .	— —	. . . .	. . . . . .	120 —
»	500	500	» » Acqua Marcia	. . . .	— —	. . . .	. . . . . .	506 —
»	500	500	» » SS. FF. Meridionali	. . . .	— —	. . . .	. . . . . .	— —
1 luglio 91	500	500	» » FF. Pontebba Alta Italia . . .	. . . .	— —	. . . .	. . . . . .	— —
1 ottobre 93	500	500	» » FF. Sarde nuova Emissione 3 . .	. . . .	— —	. . . .	. . . . . .	— —
»	300	300	» » FF. Palermo Mar. Trap. I. S. (oro).	. . . .	— —	. . . .	. . . . . .	— —
1 luglio 93	500	500	» » FF. Second. della Sardegna . .	. . . .	— —	. . . .	. . . . . .	— —
»	250	250	» » FF. Napoli-Ottajano (5 0[0 oro) .	. . . .	— —	. . . .	. . . . . .	170 —
»	500	500	Buoni Meridionali 5 0[0	. . . .	— —	. . . .	. . . . . .	— —
			Titoli a Quotazione Speciale					
1 ottobre 93	25	25	Obbligazioni prestito Croce Rossa Italiana .	. . . .	— —	. . . .	. . . . . .	— —

SCONTO	CAMBI		PREZZI FATTI	NOMINALI	INFORMAZIONI TELEGRAFICHE sul corso dei cambi trasmesse dai sindacati delle Borse di: Firenze	Genova	Milano	Napoli	Torino
2 1/2	Francia	90 giorni .	— —	112 97 1/2	— —	— —	— —	— —	— —
	Parigi	Chêque . .	113 60	— —	113 35	113 60	113 50	— —	113 55
2	Londra	90 giorni .	— —	28 48	28 43	— —	— —	— —	— —
	»	Chêque . .	28 61	— —	— —	28 62	28 60	— —	28 60
	Vienna-Trieste .	90 giorni .	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
	Germania . . .	Chêque . .	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —

Risposta dei premi . . 29 marzo
Prezzi di Compensazione. 29 »

Compensazione . . . 30 marzo
Liquidazione . . . . 31 »

Sconto di Banca 6 % — Interessi sulle Anticipazioni

PREZZI DI COMPENSAZIONE DELLA FINE MARZO 1894

Rendita 5 %	87 30	Az[i]. Soc. Tramway Omnibus.	144 —
detta 3 %	55 —	» » Molini Mag. Gen. .	90 —
Prestito Rothschild 5 % . .	106 —	» » Immobiliare . . .	38 —
Obb[i]. Città di Roma 4 % . .	420 —	» » Fond. Italiana . .	— —
» Cred. Fond. S. Spirito .	370 —	» » Min. Antimonio . .	165 —
» » » B. Nazion. .	465 —	» » Mat. Laterizi . . .	40 —
» » » » .	477 —	» » Navig. Gen. Ital. .	262 —
Az[i]. Ferr[e]. Meridionali . . .	606 —	» » Metallurgica Ital. .	70 —
» » Mediterranee . .	458 —	» » Piccola Borsa . .	198 —
» Banca Nazionale . . .	920 —	» » Caoutchouc . . .	12 —
» » Romana	400 —	» » An. Piem. di Elettr.	150 —
» » Generale . . .	72 —	» » Risanamento . . .	40 —
» Banco di Roma . . .	170 —	» » Cred. Ind. Edilizia .	— —
» Banca Tiberina	15 —	» » Fondiaria Incendio,	64 —
» Soc. Industriale . . .	70 —	» » » Vita . .	220 —
» » Cred. Mobiliare . .	154 —	Obb[i]. Soc. Immob. 5 % . .	215 —
» » Gas	645 —	» » » 4 % . .	110 —
» » Acqua Marcia . .	1005 —	» » Ferroviarie . . .	275 —
» » Condotte d'acqua .	97 —	» Ferr. Napoli-Ottajano .	260 —
» » Gen. Illuminazione .	290 —		

Media dei corsi del Consolidato Italiano a contanti nelle varie Borse del Regno.

30 marzo 1894.

Consolidato 5 % . . . . L. 86 98
Consolidato 5 % senza la cedola del semestre in corso. » 84 81
Consolidato 3 %, nominale . . . . » 54 25
Consolidato 3 % senza cedola, nominale . . . . . . » 52 95

Il Vice Presidente, ff. di Presidente
R. TITTONI.

Per il Sindaco: ENRICO SAMBUCETTI.

Visto: Il Deputato di Borsa: TOMMASO REY.

Direttore: Avv. Giovanni Piacentini. Tipografia delle Mantellate *Gerente responsabile:* Tumino Raffaele.